

Commune de

RANTIGNY

**DECLARATION DE PROJET
« RECONVERSION DE LA
FRICHE CATERPILLAR »**

ET

**MISE EN COMPATIBILITE
DU PLAN LOCAL
D'URBANISME**

**DOSSIER
D'ENQUETE PUBLIQUE**

PIECES ADMINISTRATIVES

COMMUNE DE RANTIGNY

-

DECLARATION DE PROJET « RECONVERSION DE LA FRICHE CATERPILLAR » ET MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

-

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

-

- ↪ Arrêté de mise à l'enquête publique
- ↪ Note de présentation en application de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement
- ↪ Liste des destinataires invités en vue de la réunion d'examen conjoint de l'Etat et des Personnes Publiques Associées, en application des articles L.153-54 et R.153-13 du Code de l'Urbanisme
- ↪ Procès-verbal de la réunion d'examen conjoint de l'Etat et des Personnes Publiques Associées du 11 mai 2021
- ↪ Avis du Syndicat Mixte du Bassin Creillois et des Vallées Bréthoises, consulté au titre des articles L142-4 et L.142-5 du Code de l'Urbanisme
- ↪ Avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, consultée au titre des articles L142-4 et L.142-5 du Code de l'Urbanisme
- ↪ Autorisation de dérogation au principe d'urbanisation limitée en l'absence de SCOT sur la commune de Rantigny, octroyée au titre des articles L142-4 et L.142-5 du Code de l'Urbanisme
- ↪ Courrier de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) informant de l'absence d'avis suite à la consultation au titre de l'article L.104-6 du Code de l'Urbanisme
- ↪ Délibération tirant le bilan de la concertation préalable
- ↪ Textes régissant l'enquête publique

ARRETE DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE

Envoyé en préfecture le 18/06/2021

Reçu en préfecture le 18/06/2021

Affiché le

ID : 060-216005181-20210618-202159-AU



**ARRETE PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LA DECLARATION DE PROJET
« RECONVERSION DE LA FRICHE CATERPILLAR » ET LA MISE EN COMPATIBILITE
DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE RANTIGNY**

Le Maire,

VU la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) n°2000-1208 du 13 décembre 2000 ;

VU la loi Urbanisme et Habitat (UH) n°2003-590 du 02 juillet 2003 ;

VU la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010 ;

VU la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) n°2014-366 du 24 mars 2014 ;

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.153-36 et suivants, et R.153-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement, chapitre III, titre II du livre 1er, notamment les articles R.123 et suivants ;

VU le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

VU l'Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 05 juillet 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 03 juillet 2020 engageant la déclaration de projet et mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour permettre la reconversion de la friche dite « Caterpillar » ;

VU l'ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens en date du 02 juin 2021 ;

VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Il sera procédé à une enquête publique pour une durée de trente-sept jours à partir du mardi 13 juillet 2021 au mercredi 18 août 2021 sur la déclaration de projet « reconversion de la friche Caterpillar » emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Rantigny.

Article 2 :

La déclaration de projet « reconversion de la friche Caterpillar » vise à permettre la reconversion de la friche en y accueillant un projet mixte avec de l'habitat, des activités et un pôle multimodal au niveau de la gare ferroviaire.

La mise en compatibilité du PLU concerne la mise en cohérence du Projet d'Aménagement et de Développement Durables pour permettre l'accueil d'habitat sur la friche, la définition d'Orientations d'Aménagement et de Programmation, l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUa par son classement en zone 1AUm, l'écriture du règlement de la zone, et l'ajustement des emplacements réservés qui concernent les accès au site (et notamment la création d'un accès via la rue Parmentier).

Article 3 :

Monsieur Patrice LAINÉ, capitaine de police en retraite, a été désigné par le tribunal Administratif d'Amiens en qualité de Commissaire-Enquêteur pour conduire l'enquête sur le projet susvisé.

Article 4 :

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le Commissaire-Enquêteur seront déposés à la mairie de Rantigny du mardi 13 juillet au mercredi 18 août 2021 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures habituelles d'ouverture au public (soit les lundis de 14h à 18h et les mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 8h45 à 12h et de 14h à 18h), et pendant les permanences du Commissaire-Enquêteur.

Le dossier sera également consultable sur un support informatique accessible au public en mairie de Rantigny aux jours et heures d'ouverture du secrétariat indiqués ci-avant, ainsi que sur le site internet www.rantigny.fr

Le public pourra formuler ses observations, soit en les consignant sur le registre ouvert à cet effet en mairie, soit en les adressant au commissaire-enquêteur pendant le délai d'enquête, par voie postale en mairie 13 rue Anatole France 60290 RANTIGNY), ou par voie électronique (enquetepublique@rantigny.fr) ; le commissaire-enquêteur visera ces observations et les annexera au registre d'enquête.

Article 5 :

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie.

Article 6 :

Le Commissaire-Enquêteur se tient à la disposition des personnes ou des représentants d'association qui demandent à être entendus. Il les recevra en mairie

- Le mardi 13 juillet 2021 de 09h00 à 12h00,
- Le vendredi 23 juillet 2021 de 15h00 à 18h00,
- Le samedi 07 août 2021 de 09h00 à 12h00
- Le mercredi 18 août 2021 de 15h00 à 18h00.

Article 7 :

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le Commissaire-Enquêteur ; celui-ci remettra dans un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête, l'ensemble du dossier avec son rapport comportant les conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables.

Article 8 :

Une copie du rapport et des conclusions sera communiquée par le Maire à la Préfecture de l'Oise ainsi qu'au Tribunal Administratif d'Amiens. Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire-Enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an, et seront publiés sur le site : www.rantigny.fr

Article 9 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié par les soins du Maire quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête en caractères apparents dans les deux journaux désignés ci-après :

- le Courrier Picard
- le Parisien

Cet avis sera affiché quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, et durant toute la durée de celle-ci, à la mairie de Rantigny et autres lieux fréquentés par le public, et publié par tout autre procédé en usage sur la commune.

L'avis sera également publié sur le site internet dont l'adresse est www.rantigny.fr

Article 10 :

A l'issue de l'enquête publique, la déclaration de projet « reconversion de la friche Caterpillar » emportant mise en compatibilité du PLU de Rantigny, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis des personnes publiques, des observations du public ou des conclusions du Commissaire-Enquêteur sera approuvée par délibération du Conseil Municipal.

Article 11 :

Copie du présent arrêté sera adressée :

- au Commissaire-Enquêteur,
- au Tribunal Administratif,
- à la Préfecture de l'Oise.

Fait en Mairie de Rantigny, le 18 juin 2021

Le Maire,
Dominique DELION



**NOTE DE PRESENTATION EN APPLICATION
DE L'ARTICLE R.123-8
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

COMMUNE DE RANTIGNY

DECLARATION DE PROJET « RECONVERSION DE LA FRICHE CATERPILLAR » ET MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

NOTE DE PRESENTATION EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.123-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

1 – COORDONNEES DU RESPONSABLE DU PROJET

Monsieur le Maire de Rantigny, Mairie, 3 rue Anatole-France, 60290 RANTIGNY.

2 – OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

La présente enquête publique a pour objet la déclaration de projet visant à permettre la reconversion de la friche Caterpillar et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Rantigny.

3 – TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE

La présente enquête publique est régie par les textes suivants :

- Articles L.153-54 et suivants, et R.153-13 et suivants du Code de l'Urbanisme,
- Articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27 du Code l'Environnement.

4 - FAÇON DONT L'ENQUETE S'INSERE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE, ET DECISION POUVANT ETRE ADOPTEE AU TERME DE L'ENQUETE

Procédure administrative avant l'enquête publique

Par délibération en date du 03 juillet 2020, la Municipalité de Rantigny a chargé le Maire d'engager la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU, a validé la déclaration d'intention, et a défini les modalités de la concertation préalable.

La concertation préalable s'est tenue du 13 février au 13 mars 2021 inclus et s'est traduite par la mise à disposition du public en mairie et sur le site internet de la commune d'un dossier ; l'organisation d'une réunion publique le samedi 13 février 2021 (en deux sessions successives) au cours de laquelle le projet a été présenté ; et le recueil des avis, remarques et propositions de la population sur un registre, par courrier ou par voie électronique. Aucune observation n'a été émise dans le cadre de la concertation.

Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme ont fait l'objet d'un Examen Conjoint de l'Etat et des Personnes Publiques Associées, en application des dispositions des articles L.153-54 et R.153-13 du Code de l'Urbanisme. Cette réunion d'examen conjoint s'est tenue le 11 mai 2021, et son procès-verbal est joint au dossier d'enquête publique conformément à l'article R.153-13 du Code de l'Urbanisme.

Procédure administrative pendant l'enquête publique

L'ouverture de l'enquête publique est prononcée consécutivement à un arrêté du Maire de Rantigny.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, la commune informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage (en mairie, ainsi qu'en tous autres lieux habituels sur la commune), ainsi que par voie de publication locale.

Le registre d'enquête publique est ouvert par le Maire le premier jour de l'enquête publique.

Le commissaire-enquêteur conduit l'enquête publique de manière à permettre au public de prendre connaissance du projet et de présenter ses suggestions, appréciations ou contre-propositions. Il est notamment à disposition du public lors de plusieurs vacations en mairie ; leurs dates et horaires sont mentionnés dans l'arrêté d'enquête publique qui est joint au dossier d'enquête publique.

Le Commissaire enquêteur clôt le registre d'enquête publique le dernier jour de celle-ci.

Procédure administrative après l'enquête publique

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur dispose d'une durée maximale de trente jours pour rédiger son rapport et ses conclusions, qui seront tenus à la disposition du public en mairie pendant un an.

Le groupe de travail (élus municipaux, bureau d'études, services de l'Etat, personnes publiques associées, personnes qualifiées...) étudiera ensuite, le cas échéant, les avis reçus dans le cadre de la Consultation, les observations du public formulées pendant l'enquête, ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur. D'éventuelles modifications du projet pourront être envisagées.

Le dossier sera alors soumis à l'approbation du Conseil Municipal de Rantigny.

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU deviendra exécutoire et opposable aux tiers après transmission en Préfecture et accomplissement de mesures de publicité.

5 – CARACTERISTIQUES ET ORIENTATIONS DU PROJET

En 2016, l'usine Caterpillar de Rantigny, qui produisait des engins de chantier, a fermé définitivement. Cette usine occupait un terrain de 3,98 ha sur un emplacement stratégique entre la gare ferroviaire et le centre-ville ; entre l'avenue Jean Jaurès, la rue Henri Dunant et la rue Duvoir.

Lors de l'élaboration du PLU, la commune avait marqué son intention de permettre la reconversion de cette friche pour y accueillir de nouvelles activités, notamment dans l'espoir de compenser la perte d'emplois subie suite à la fermeture du site.

Compte tenu des forts enjeux qui étaient pressentis (superficie du terrain, proximité de la gare et du centre-ville, volonté de redynamiser le secteur pour compenser la perte d'emplois, etc.), le terrain avait alors été classé en zone 2AUa (zone à urbaniser à vocation d'activités, dont l'ouverture est soumise à une procédure adaptée), afin de permettre à la municipalité d'étudier les projets de reprise et d'y être pleinement associée, en amont de l'ouverture à l'urbanisation.

Une étude plus globale a ensuite été réalisée par ACTIPOLIS pour le compte de la Communauté de Communes du Liancourtois Vallée Dorée (CCLVD), étude intitulée « Préfiguration de la stratégie économique urbaine du centre urbain de la CCLVD ». L'objectif était d'identifier les enjeux des sites économiques du centre urbain de la CCLVD (constitué de Rantigny, Cauffry et Liancourt) et de proposer des orientations dans le cadre de leur réaménagement futur.

Cette étude a démontré que le site « Caterpillar » est concerné par des enjeux forts à l'échelle communautaire, du fait de son positionnement stratégique en cœur urbain et à proximité de la gare du centre urbain de la CCLVD.

Compte tenu des enjeux identifiés, le secteur de projet a donc été élargi à l'est, pour y inclure les terrains sur lesquels est prévu l'aménagement du pôle multimodal.

Le schéma global retenu pour la reconversion du site figure ci-dessous.

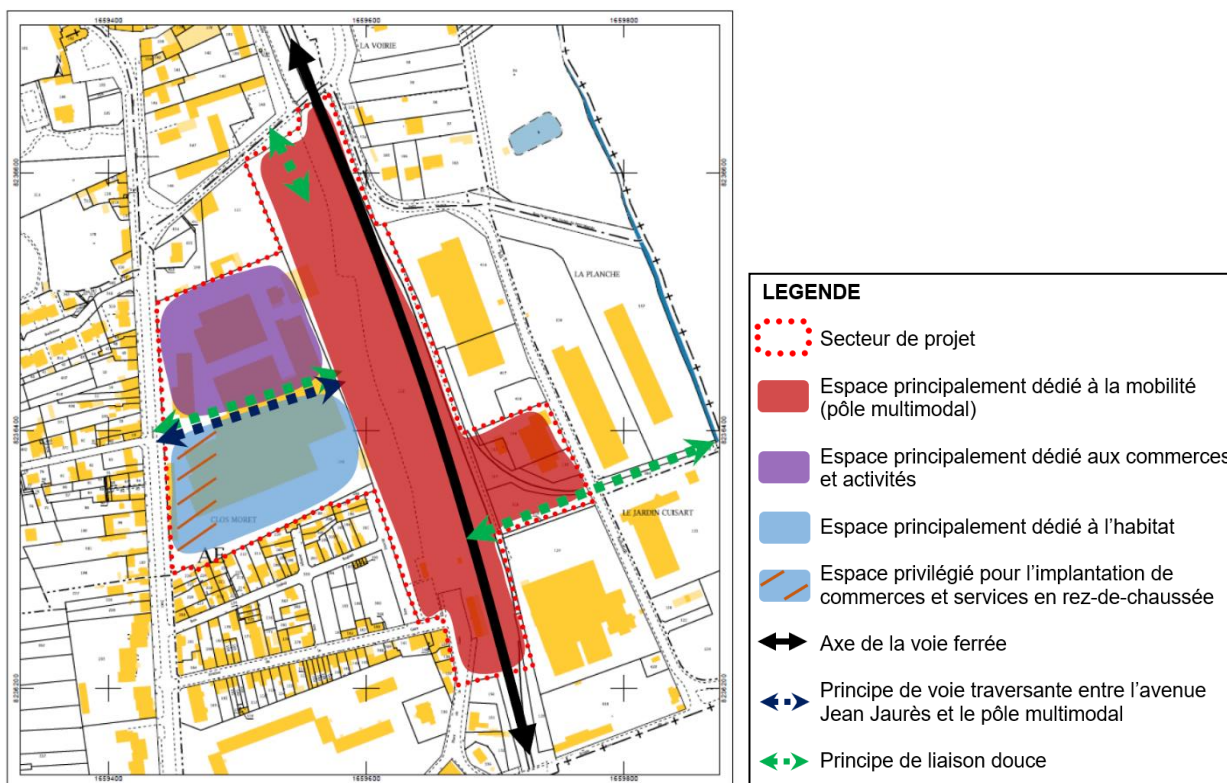


Schéma global retenu pour la reconversion du site

La mise en œuvre de ce projet nécessite l'ouverture à l'urbanisation du terrain concerné, qui est aujourd'hui classé en zone 2AUa au PLU en vigueur, et l'ajustement du projet de PLU afin de permettre l'accueil d'habitat sur la zone. En effet, lors de l'élaboration du PLU, la commune avait entériné une vocation économique de ce secteur, alors qu'il apparaît maintenant que l'accueil d'habitat est judicieux, pour développer le parc de logements à proximité de la gare et équilibrer l'opération d'un point de vue financier. En outre, l'aménagement du futur pôle multimodal est pris en compte dans le projet, par l'élargissement de la zone à urbaniser à l'est et par l'inscription d'un nouvel emplacement réservé à l'est de la voie ferrée.

C'est donc l'inscription d'une zone 1AUm, zone dédiée à un renouvellement urbain visant à développer un projet d'urbanisation mixte, et l'inscription de cet emplacement réservé en lien avec le futur pôle multimodal qui font l'objet de la présente procédure de « déclaration de projet » emportant mise en compatibilité du PLU.

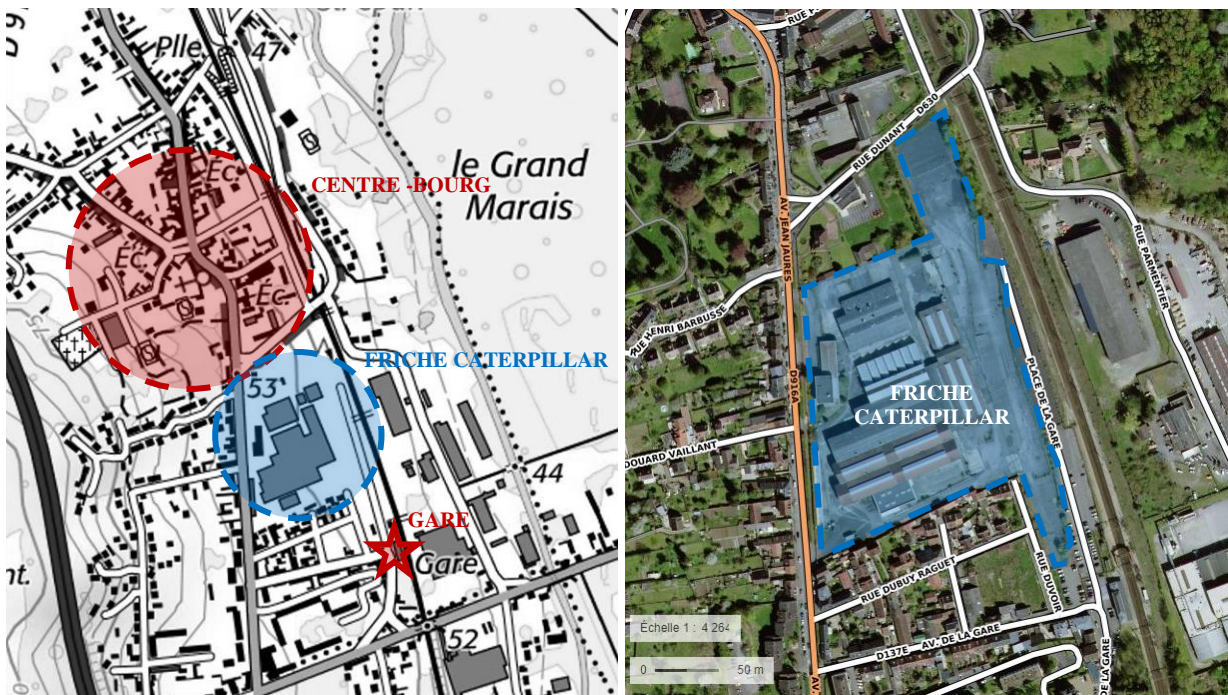
6 – RESUME NON TECHNIQUE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le résumé non technique permet de comprendre de manière synthétique les éléments constitutifs de l'évaluation environnementale.

La déclaration de projet « friche Caterpillar »

En 2016, l'usine Caterpillar de Rantigny a fermé définitivement. Cette usine occupait un terrain de 3,98 ha sur un emplacement stratégique entre la gare ferroviaire et le centre-ville ; entre l'avenue Jean Jaurès, la rue Henri Dunant et la rue Duvoir.

Lors de l'élaboration du PLU, la commune avait marqué son intention de permettre la reconversion de cette friche pour y accueillir de nouvelles activités.



Localisation de la friche "Caterpillar"

Compte tenu des forts enjeux qui étaient pressentis (superficie du terrain, proximité de la gare et du centre-ville, volonté de redynamiser le secteur pour compenser la perte d'emplois, etc.), le terrain avait alors été classé en zone 2AUa (zone à urbaniser à vocation d'activités, dont l'ouverture est soumise à une procédure adaptée), afin de permettre à la municipalité d'étudier les projets de reprise et d'y être pleinement associée, en amont de l'ouverture à l'urbanisation.

Une étude plus globale a ensuite été réalisée par ACTIPOLIS pour le compte de la Communauté de Communes du Liancourtois Vallée Dorée (CCLVD), étude intitulée « Préfiguration de la stratégie économique urbaine du centre urbain de la CCLVD ». L'objectif était d'identifier les enjeux des sites économiques du centre urbain de la CCLVD (constitué de Rantigny, Cauffry et Liancourt) et de proposer des orientations dans le cadre de leur réaménagement futur.

Cette étude a démontré que le site « Caterpillar » est concerné par des enjeux forts à l'échelle communautaire, du fait de son positionnement stratégique en cœur urbain et à proximité de la gare du centre urbain de la CCLVD.

Cette position stratégique a conduit à orienter la reconversion du site vers une opération urbaine mixte couplant :

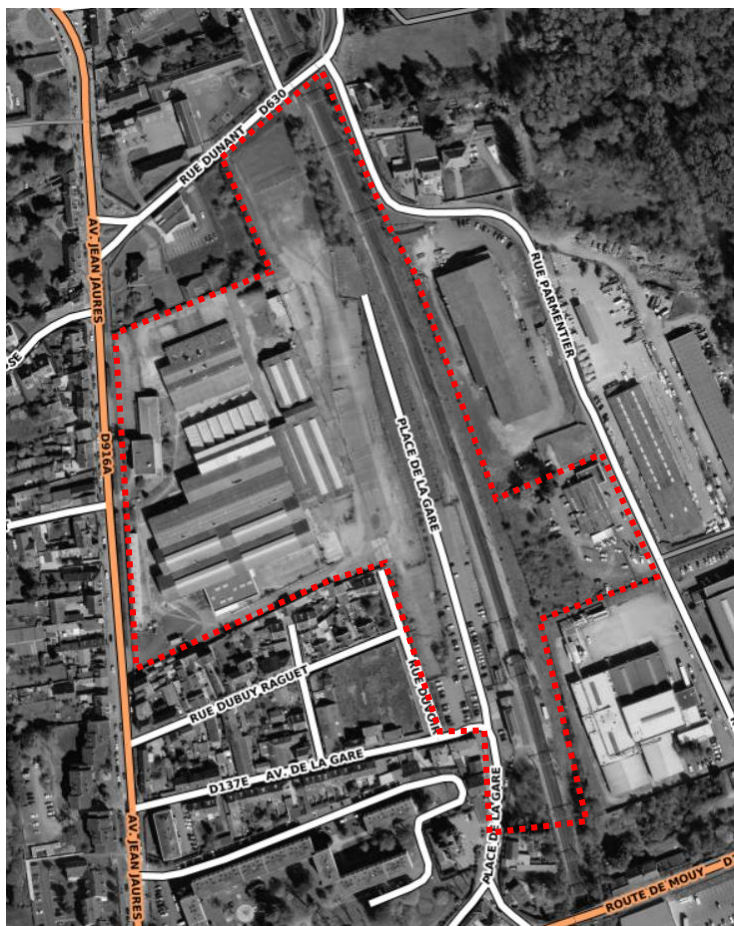
- Activités (tertiaire, artisanat, commerces, services) pour recréer des emplois sur le site, et étendre la dynamique du centre-bourg ;
- Pôle multimodal pour favoriser l'usage de transports alternatifs à la voiture, et ainsi contribuer à la réduction des gaz à effet de serre,
- Habitat pour permettre à la population de se loger au plus près des commerces, services et transports en commun.

Compte tenu des enjeux identifiés, le secteur de projet a donc été élargi à l'est, pour y inclure les terrains sur lesquels est prévu l'aménagement du pôle multimodal.

La mise en œuvre de ce projet nécessite l'ouverture à l'urbanisation du terrain concerné, qui est aujourd'hui classé en zone 2AUa au PLU en vigueur, et l'ajustement du projet de PLU afin de permettre l'accueil d'habitat sur la zone. En effet, lors de l'élaboration du PLU, la commune avait entériné une vocation économique de ce secteur, alors qu'il apparaît maintenant que l'accueil d'habitat est judicieux, pour développer le parc de logements à proximité de la gare et équilibrer l'opération d'un point de vue financier. En outre, l'aménagement du futur pôle multimodal est pris en compte dans le projet, par l'élargissement de la zone à urbaniser à l'est et par l'inscription d'un nouvel emplacement réservé à l'est de la voie ferrée.

C'est donc l'inscription d'une zone 1AUm, zone dédiée à un renouvellement urbain visant à développer un projet d'urbanisation mixte, et l'inscription de cet emplacement réservé en lien avec le futur pôle multimodal qui font l'objet de la présente procédure de « déclaration de projet » emportant mise en compatibilité du PLU.

Les caractéristiques du projet et ses motivations sont exposées dans le document spécifique intitulé « intérêt général du projet ».



Secteur de projet

Diagnostic du territoire et articulation du PLU avec les autres documents et plans ou programmes

• Diagnostic du territoire

Rantigny est une commune de 2 506 habitants (population légale 2017, entrée en vigueur au 01/01/2020), positionnée au centre du département de l'Oise. Située dans l'arrondissement de Clermont, la commune de Rantigny fait partie de la Communauté de Communes Liancourtois La Vallée Dorée (CCLVD).

Le territoire de Rantigny est traversé par la RD1016 (axe Clermont-Creil), et dispose d'un échangeur. La commune est située à environ 3 kilomètres au sud de Clermont, et 7 kilomètres au nord de Creil.

Rantigny dispose d'une gare ferroviaire (gare de Liancourt-Rantigny) desservie par la ligne TER Paris-Amiens (desserte répartie sur la journée selon des plages horaires étendues (5h15 à 21h45)).

L'analyse des statistiques INSEE met en avant les caractéristiques suivantes :

- la commune a récemment connu une période de décroissance démographique (-

- 0,6% par an sur la période 2012-2017) ;
- la population communale subit un vieillissement (les 60-74 ans sont passés de 10,6% à 15,9 % entre 2007 et 2017) ;
- le nombre d'emplois sur la commune a fortement diminué (1 007 en 2012 ; 835 en 2017) et le chômage a augmenté (11,8 % en 2012 ; 15,6% en 2017), très certainement en lien avec la fermeture de l'usine Caterpillar ;
- les actifs de la commune travaillent très majoritairement en dehors de la commune (86%), d'où une forte dépendance vis-à-vis des pôles d'emplois extérieurs et des besoins importants en termes de mobilité ;
- les modes de transport les plus écologiques sont peu utilisés, malgré la présence d'une gare ferroviaire (13,8% des actifs utilisent les transports en commun) ;
- le parc de logements est plutôt diversifié, mais de manière générale, la commune constate que le vieillissement de la population génère la recherche de logements plus petits et nécessitant moins d'entretien de la part de ménages à la retraite. Ces derniers, souvent propriétaires d'une maison familiale, envisagent de la revendre pour acheter un appartement à proximité des commerces et des transports. Or ce type de produit est assez rare sur la commune.

• Articulation du PLU avec les autres documents et plans ou programmes

L'évaluation environnementale décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte.

En l'occurrence, le PLU de Rantigny doit être compatible avec le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) des Hauts-de-France, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du Bassin Seine-Normandie. Des démonstrations détaillées au paragraphe 2.2 du rapport de présentation, nous retiendrons principalement que la mise en compatibilité du PLU de Rantigny :

- ✓ Concourt à la mise en œuvre des objectifs n°19, 21, 22, 23, 25, 26, 31, 32 du SRADDET en :
 - Prévoyant l'aménagement d'un pôle multimodal facilitant l'usage des transports peu polluants, permettant ainsi de réduire l'usage de la voiture individuelle et les émissions de gaz à effet de serre et améliorant la qualité de l'air ;
 - Permettant l'accueil de commerces et de service à proximité immédiate du centre-bourg pour le redynamiser ;
 - Programmant un projet mixte combinant commerces, habitat, activités à proximité immédiate du centre-bourg et du futur pôle intermodal, pour contribuer au dynamisme de la commune et faciliter les déplacements doux.
- ✓ Prend en compte les problématiques liées à l'eau mises en exergue par le SDAGE et le PGRI en :
 - Obligeant le raccordement des constructions au réseau collectif d'assainissement afin de traiter les eaux usées, sachant par ailleurs que la station d'épuration de Monchy-Saint-Eloi est performante et offre une capacité suffisante pour épurer les eaux usées du projet ;
 - S'assurant que les capacités en eau destinée à la consommation humaine sont suffisantes pour la desserte du projet et que celle-ci est de bonne qualité ;
 - En imposant une gestion des eaux pluviales sur le terrain d'assiette de l'opération, sauf en cas d'impossibilité technique ou réglementaire, afin de favoriser une infiltration de l'eau au plus près, et d'éviter les ruissellements en aval.
 - En ne portant atteinte à aucun cours d'eau ni aucune zone humide ;
 - En évitant d'exposer de nouvelles populations aux risques hydrauliques car le site du projet n'est pas concerné par le risque d'inondation par ruissellement ou débordement ; et que par ailleurs, le risque de remontées de nappe est maîtrisé

par la mise en place de conditions strictes concernant les sous-sols (ceux-ci ne sont autorisés qu'en partie haute du site – cote NGF > 52 m –, à condition de n'être que semi-enterrés, et de présenter un accès à plat ou bien en pente « ascendante »).

Ainsi, la mise en compatibilité du PLU de Rantigny est bien compatible avec les orientations du SRADDET, du SDAGE et du PGRI.

Le territoire communal n'est concerné par aucun autre document avec lequel le PLU devrait être compatible, ou qu'il devrait prendre en compte. Toutefois, sont également évoqués dans le paragraphe 2.2 du rapport de présentation le Plan de Déplacements Urbains (PDU) et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Brèche, tous deux en élaboration. Le projet ne va pas à l'encontre de ces documents, et s'inscrit même parfaitement dans l'objectif du PDU qui prévoit une montée en puissance des petites gares (notamment celle de Liancourt-Rantigny), avec le développement de la desserte en bus vers celles-ci.

Analyse des perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement

L'état initial de l'environnement détaillé dans le rapport de présentation dresse le profil d'un terrain ne présentant à ce jour (compte tenu de son état actuel) aucun intérêt particulier du point de vue paysager, architectural, de la biodiversité, de la gestion des risques naturels, ou encore de la lutte contre le changement climatique.

En l'absence de mise en œuvre du projet (scénario au fil de l'eau), ce terrain conserverait ses caractéristiques médiocres. Par ailleurs, ce scénario aurait probablement pour corollaire la consommation d'espaces périphériques en lieu et place de la réutilisation d'un site artificialisé. Ce scénario irait à l'encontre de l'objectif de « Zéro Artificialisation Nette » prévu à l'horizon 2050 en France.

A l'inverse, la mise en œuvre du projet permettra d'améliorer la qualité du site sur de multiples points :

- la friche sera remise en état de manière à pouvoir accueillir les vocations futures, garantissant ainsi une réduction de la pollution des milieux, et une sécurité sanitaire pour les habitants ;
- le projet permettra l'accueil d'activités (commerces, services) et donc d'emplois, sans artificialisation supplémentaire,
- le projet permettra l'accueil de logements, sans artificialisation supplémentaire,
- le projet sera paysagé : les futures plantations participeront à l'épuration de l'air et à la lutte contre le changement climatique,
- le projet facilitera l'usage des transports doux et des transports en commun, par la proximité de la gare et du futur pôle multimodal,
- le projet contribuera à redynamiser le centre-bourg, en augmentant l'offre commerciale et de services, ce qui pourrait réduire les déplacements vers des espaces commerciaux périphériques,
- la qualité architecturale du projet mettra en valeur cet espace délaissé, tout en s'insérant harmonieusement dans le tissu urbain.

Conséquences éventuelles de l'adoption du projet sur l'environnement

• Patrimoine naturel

Le site de projet se trouve à l'écart de l'ensemble des périmètres de reconnaissance écologique (ZNIEFF, ENS, zones humides, corridors écologiques). Le projet n'aura donc aucun effet néfaste sur ces espaces, d'autant plus que le projet se trouve à l'intérieur de l'enveloppe agglomérée (il n'est en contact avec aucun espace agricole ou naturel) et est entièrement artificialisé (le terrain, tel qu'il est occupé, n'abrite pas de biodiversité).

En outre, la reconversion de la friche permet de réutiliser un foncier artificialisé, avec pour corollaire la « non-consommation » d'espaces périphériques.

Enfin, le projet de requalification de la friche inclut l'aménagement d'espaces végétalisés,

qui ne pourront être que bénéfiques pour la faune locale.

• **Paysage**

La mise en compatibilité du PLU n'aura pas d'incidence sur « le grand paysage », puisqu'elle ne concerne qu'un espace situé en fond de vallée, cerné par des espaces urbanisés, eux-mêmes encadrés par des boisements, espace qui est donc invisible depuis l'extérieur de l'agglomération.

• **Gestion économe de l'espace**

Les modifications apportées au PLU permettront d'optimiser un espace artificialisé inséré dans la tache urbaine, ce qui contribuera grandement à une gestion économe de l'espace : toutes les constructions futures qui y seront accueillies ne consommeront pas d'espaces agricoles et naturels.

• **Cadre bâti**

Les modifications apportées au PLU permettent de reconvertir une friche industrielle, peu esthétique dans le paysage urbain, en un projet mixte regroupant commerces, activités, logements et pôle multimodal. Le projet permettra donc de redonner vie à cet espace délaissé, ce qui contribuera grandement à l'amélioration du cadre de vie. En effet, jusqu'alors, la friche « Caterpillar » était un site industriel, qui occupait une grande surface dans le bourg.

Les règles ont été édictées pour s'assurer que le projet serait respectueux du cadre bâti de la commune, notamment au niveau du gabarit des constructions. En termes d'architecture, le règlement autorise des formes contemporaines (toits terrasses végétalisées, etc.) adaptées aux règles environnementales actuelles. La modification aura donc un impact positif sur le cadre bâti de la commune.

• **Ressource en eau**

Concernant la problématique de la lutte contre la pollution des eaux, l'entreprise CATERPILLAR, en tant qu'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement soumise à Déclaration, a été soumise à l'obligation de remise en état du site. L'examen du processus de remise en état du site par la DREAL doit conduire à la mise en place, par arrêté préfectoral, de prescriptions spéciales prescrivant à la société CATERPILLAR la surveillance des eaux souterraines et de l'air ambiant au droit du site. Ce dispositif permettra donc de vérifier qu'il n'y a pas de pollution de la nappe phréatique.

Par ailleurs, les futures constructions devront être raccordées au réseau d'assainissement des eaux usées, ce qui garantira le traitement effectif des eaux. La station d'épuration de Monchy-Saint-Eloi présente une capacité nominale de 27 000 EH, alors qu'elle épure les eaux usées d'environ 22 800 habitants, ce qui laisse donc suffisamment de marge pour l'accueil du projet.

Quant à la gestion des eaux pluviales, le règlement impose une gestion sur le terrain d'assiette de l'opération, sauf en cas d'impossibilité technique ou réglementaire. L'objectif étant de favoriser une infiltration de l'eau au plus près, et d'éviter les ruissellements en aval.

Concernant l'alimentation en eau potable, Rantigny est alimenté par un réseau dont la gestion relève de la compétence de la Communauté de communes du Liancourtois Vallée Dorée. Le Schéma Directeur d'Eau potable estime que les besoins seront compris entre 1 210 000 m³/an et 1 480 000 m³/an à l'horizon 2030, ce qui reste en-deçà du volume annuel autorisé (1 600 000 m³/an). L'eau est donc suffisante en quantité. En parallèle, la Communauté de communes poursuit ses efforts d'amélioration du rendement et va lancer une étude de faisabilité d'interconnexion avec l'ACSO permettant de sécuriser la ressource en eau et d'apporter un appoint complémentaire si cela s'avérait nécessaire. Par ailleurs, l'eau de la CCLVD distribuée au cours de l'année 2019 est de bonne qualité et conforme aux normes réglementaires fixées pour les substances indésirables.

En outre, le projet ne porte pas atteinte aux cours d'eau ou aux zones humides, puisque le site est entièrement artificialisé et se trouve à l'écart de ces espaces à enjeu.

Ainsi, le projet n'aura pas d'impact sur la préservation de la ressource en eau.

• Risques et nuisances

Le secteur de projet est peu concerné par les risques naturels. Seul un éventuel risque de remontées de nappe a été identifié. Celui-ci est bien pris en compte, par la mise en place de conditions strictes concernant les sous-sols (ceux-ci ne seront autorisés qu'en partie haute du site – cote NGF > 52 m –, à condition de n'être que semi-enterrés, et de présenter un accès à plat ou bien en pente « ascendante »).

Concernant la pollution des sols, l'entreprise CATERPILLAR, en tant qu'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement soumise à Déclaration, est soumise à l'obligation de remise en état du site pour permettre un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation, c'est-à-dire industriel (article L.512-12-1 du Code de l'Environnement). L'entreprise a fait établir un plan de gestion, puis le chantier de remise en état du site a été exécuté de janvier à juillet 2019. En janvier 2020, le dossier de récolement a été établi suite à la réhabilitation réalisée.

L'examen du processus de remise en état du site par la DREAL devrait se solder par la mise en place d'une servitude d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du site, et notamment son usage à vocation industrielle. En cas de projet de modification de l'usage du site, une évaluation quantitative des risques sanitaires et le cas échéant des investigations complémentaires et/ou des travaux devront être réalisés pour rendre le site compatible avec l'usage envisagé.

L'aménageur devra donc démontrer que l'état du site est compatible avec l'usage envisagé, et ce afin de garantir l'absence de risques sanitaires. Le projet envisagé a d'ores-et-déjà fait l'objet d'adaptations pour prendre en compte la pollution connue sur le site. En l'occurrence, un usage commercial est prévu sur le secteur le plus contraint (au nord du terrain).

Ainsi, toutes les mesures seront prises pour que le projet soit compatible avec son environnement, et ainsi éviter toute incidence négative sur le public.

• Air, énergie, climat

La zone de projet, en l'état actuel, ne participe aucunement à l'épuration de l'air, ni à la lutte contre le réchauffement climatique car elle est entièrement artificialisée, sans végétation. La mise en œuvre du projet permettra d'augmenter la superficie des espaces végétalisés qui contribuent à l'absorption des gaz à effet de serre et à la lutte contre les îlots de chaleur.

En termes de consommation d'énergie, les futures constructions génèreront une consommation modérée, puisqu'elles devront répondre aux nouvelles normes en vigueur.

L'aménagement d'un pôle multimodal facilitant l'usage des transports doux aura un impact positif sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, l'accueil de commerces, services et logements à proximité du centre-bourg et du pôle multimodal permettra aux futurs habitants de rejoindre les commerces, services, équipements et emplois à pied, à vélo ou en transports en commun, réduisant ainsi l'usage de la voiture.

Enfin, la réutilisation d'une friche en cœur de bourg contribue à la préservation des espaces agricoles et naturels périphériques, qui ont un rôle majeur sur le climat.

Choix retenus pour établir le projet

Suite à la fermeture du site industriel Caterpillar de Rantigny en 2016, une étude plus globale a été réalisée par ACTIPOLIS pour le compte de la Communauté de Communes du Liancourtois Vallée Dorée (CCLVD), étude intitulée « Préfiguration de la stratégie économique urbaine du centre urbain de la CCLVD ». L'objectif était d'identifier les enjeux des sites économiques du centre urbain de la CCLVD (constitué de Rantigny, Cauffry et Liancourt) et de proposer des orientations dans le cadre de leur réaménagement futur.

Cette étude a démontré que le site « Caterpillar » est concerné par des enjeux forts à l'échelle communautaire, du fait de son positionnement stratégique en cœur urbain et à proximité de la gare du centre urbain de la CCLVD.

Cette position stratégique a conduit à orienter la reconversion du site vers une opération urbaine mixte couplant :

- Activités (tertiaire, artisanat, commerces, services) pour recréer des emplois sur le site, et étendre la dynamique du centre-bourg ;
- Pôle multimodal pour favoriser l'usage de transports alternatifs à la voiture, et ainsi contribuer à la réduction des gaz à effet de serre,
- Habitat pour permettre à la population de se loger au plus près des commerces, services et transports en commun.

Ainsi, les solutions qui ont été écartées sont notamment :

- le réemploi du site pour un usage uniquement économique, car cela irait à l'encontre du principe de mixité fonctionnelle, et l'absence de logements pourrait remettre en cause les objectifs démographiques que la commune s'est fixés ;
- la reconversion du site vers un usage exclusif d'habitat, car cela ne générerait pas d'emplois sur place et cela accentuerait donc de façon conséquente le déséquilibre observé entre nombre d'emplois et nombre d'actifs sur la commune.

Le schéma global retenu pour la reconversion du site figure ci-dessous.

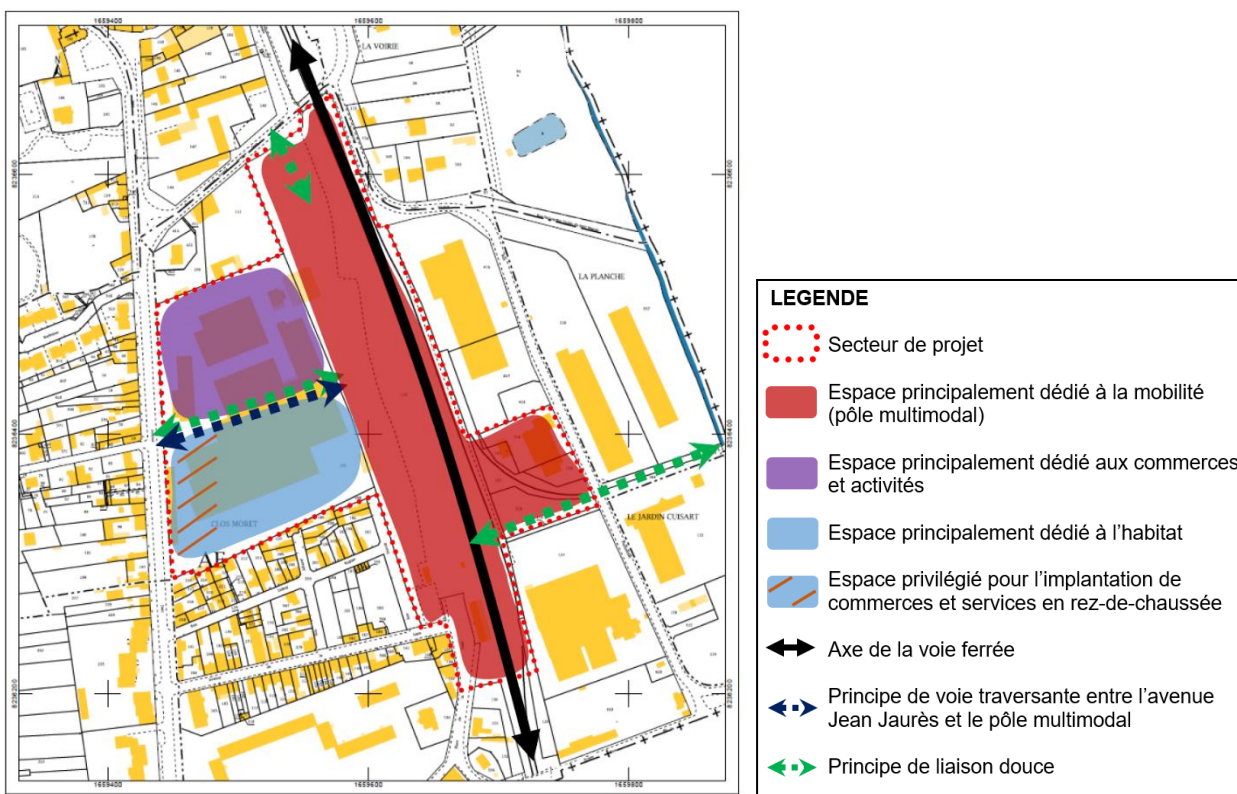
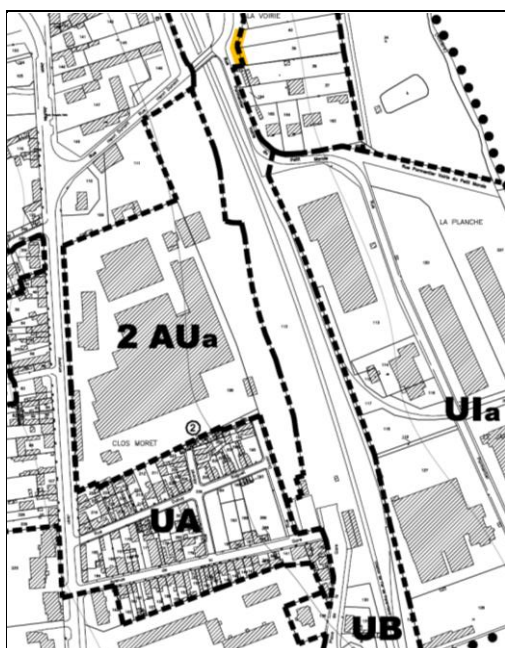


Schéma global retenu pour la reconversion du site

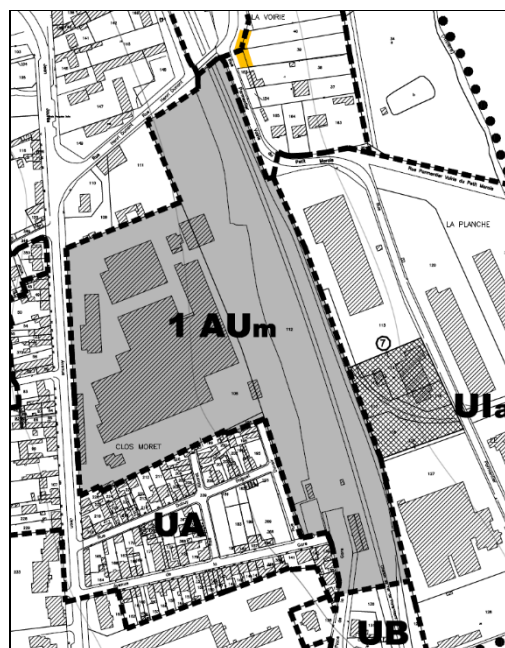
Pour permettre la mise en œuvre du projet, la mise en compatibilité du PLU consiste à :

- ajuster le Projet d'Aménagement et de Développement Durables pour permettre l'accueil de logements sur la friche,
- reclasser la zone 2AUa en zone 1AUm pour ouvrir la zone à l'urbanisation et y autoriser l'accueil d'habitat,
- ajuster les périmètres des zones 1AUm, UB et UD pour assurer une meilleure cohérence avec le projet,
- définir un règlement écrit pour la zone 1AUm,
- définir des Orientations d'Aménagement et de Programmation sur la zone 1AUm,
- supprimer l'emplacement réservé n°2 qui avait été prévu pour réaliser un accès qui ne semble pas utile,

- ajouter un emplacement réservé n°7 pour aménager un accès à l'est de la gare et pour aménager les équipements nécessaires à ce nouveau point d'accès (stationnement sécurisé pour les vélos, stationnement pour autopartage, ou autres).



Extrait du plan 5b avant modification



Extrait du plan 5b après modification

Mesures envisagées pour éviter, réduire, et si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables sur l'environnement

De manière générale, le positionnement géographique du projet permet d'éviter des conséquences dommageables pour l'environnement : il se trouve à l'écart des périmètres de reconnaissance écologique et il ne concerne que des terrains déjà urbanisés et artificialisés, au cœur des espaces agglomérés. Le projet évite donc toute atteinte aux espaces agricoles et naturels, ainsi qu'au paysage.

Les règles de gabarit des constructions et les vocations envisagées visent à insérer harmonieusement le projet dans le bourg, ce qui évitera toute conséquence néfaste sur le cadre bâti et le cadre de vie.

Le projet évitera de porter atteinte à la ressource en eau par le traitement des eaux usées et réduira les ruissellements par la gestion des eaux pluviales sur le terrain d'assiette de l'opération (sauf en cas d'impossibilité technique ou réglementaire, auquel cas le débit de fuite est limité) et la limitation de l'imperméabilisation des terrains).

Le projet évitera d'exposer de nouvelles populations aux risques naturels car le site du projet se trouve à l'écart des principales zones à risque (coulées de boue, mouvements de terrain, retrait-gonflement des argiles, cavités souterraine, débordements de cours d'eau) ; et par ailleurs, le risque de remontées de nappe est maîtrisé par la mise en place de conditions strictes concernant les sous-sols (ceux-ci ne sont autorisés qu'en partie haute du site – cote NGF > 52 m –, à condition de n'être que semi-enterrés, et de présenter un accès à plat ou bien en pente « ascendante »).

Concernant la pollution des sols, pour rappel, l'entreprise CATERPILLAR, en tant qu'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement soumise à Déclaration, est soumise à l'obligation de remise en état du site pour permettre un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation, c'est-à-dire industriel (article L.512-12-1 du Code de l'Environnement). L'examen du processus de remise en état du site par la DREAL devrait se solder par la mise en place d'une servitude d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du site, et notamment son usage à vocation industrielle. En cas de projet de modification de l'usage du site, une évaluation quantitative des risques sanitaires et le cas échéant des investigations complémentaires et/ou des travaux devront être réalisés pour rendre le site compatible avec l'usage envisagé. L'aménageur devra donc démontrer que l'état du site est

compatible avec l'usage envisagé, et ce afin de garantir l'absence de risques sanitaires. Le projet envisagé a d'ores-et-déjà fait l'objet d'adaptations pour prendre en compte la pollution connue sur le site : un usage commercial est prévu sur le secteur le plus contraint (au nord du terrain).

Enfin, le projet aura un impact positif sur l'air, l'énergie et le climat car il ne consomme aucun espace agricole ou naturel, il vise à encourager l'usage des transports peu émetteurs de CO₂ par l'aménagement d'un pôle multimodal au niveau de la gare et le développement des modes de transport doux, il permet une densification du bourg, et l'accueil de nouveaux habitants au plus près des commerces, services et des transports en commun, et il autorise des formes contemporaines (toits terrasses végétalisées, etc.) adaptées aux nouvelles exigences environnementales.

Indicateurs de suivi des effets du PLU sur l'environnement

Enfin, au regard des enjeux de l'état initial de l'environnement, et au vu des objectifs du projet et de l'analyse des incidences, l'évaluation environnementale propose des indicateurs de suivi.

Par souci de clarté, ces indicateurs sont présentés sous forme de tableaux, permettant de d'associer les indicateurs proposés aux objectifs poursuivis. Chaque tableau fait également apparaître une valeur de référence et la source de donnée exploitable.

**LISTE DES DESTINATAIRES INVITES
EN VUE DE LA REUNION D'EXAMEN CONJOINT
DE L'ETAT ET DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES,
EN APPLICATION DES ARTICLES L.153-54 et R.153-13
DU CODE DE L'URBANISME**

Au titre des Services de l'Etat

- Madame la Préfète du Département de l'Oise
Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau des Affaires Juridiques et de l'Urbanisme
1, place de la Préfecture
60022 BEAUVAIS CEDEX

- Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Clermont
6 rue Georges Fleury
BP 50080
60607 CLERMONT CEDEX

- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise
Service de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Energie
40, rue Jean Racine
BP 20317
60021 BEAUVAIS CEDEX

- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise
Délégation Territoriale Sud-Est - Senlis
86, rue Georges Clémenceau
BP 80116
60309 SENLIS CEDEX

Au titre des Personnes publiques

- Monsieur le Président du Conseil Régional des Hauts-de-France
151 avenue du Président Hoover
59555 LILLE CEDEX

- Madame la Présidente du Conseil Départemental de l'Oise
Direction du Développement
1, rue Cambry
BP 941
60024 BEAUVAIS CEDEX

- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise
18 rue d'Allonne
CS 60250
60002 BEAUVAIS CEDEX

- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Oise
rue Frère Gagne
BP 40463
60021 BEAUVAIS CEDEX

- Monsieur le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Oise
3, rue Léonard de Vinci
PAE du Tilloy
BP 691
60006 BEAUVAIS CEDEX

- Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Liancourtois – La Vallée Dorée
1 rue de Nogent
60290 LAIGNEVILLE

- Monsieur le Président du Syndicat Mixte du Bassin Creillois et des Vallées Bréthoises
105, Rue Louis Blanc
60160 MONTATAIRE

Au titre d'établissement public en charge de l'élaboration d'un SCOT limitrophe

- Monsieur le Président du syndicat mixte du SCOT Beauvaisis - Clermontois
9 rue Henri Breuil
60600 CLERMONT

Au titre de personne qualifiée

- Monsieur le Directeur de SNCF Immobilier
Direction Immobilière Territoriale Nord
Pôle Synthèse Innovation Urbanisme
Immeuble Perspective - 7^{ème} étage
449 avenue Willy Brandt
59777 LILLE

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION D'EXAMEN CONJOINT
DE L'ETAT ET DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES
DU 11 MAI 2021**

COMMUNE DE RANTIGNY

**DECLARATION DE PROJET ET MISE EN COMPATIBILITE
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Compte rendu de la réunion d'examen conjoint du 11 mai 2021

I) ETAIENT PRESENTS

A) Au titre de représentants de la Commune de Rantigny

- M. Dominique DELION Maire

Assisté de :

- M^{me} Marie-Line MORDA-COTEL Directrice Générale des Services

B) Au titre de représentante des services de l'Etat

- M^{me} Sandy JACQUOT DDT¹ de l'Oise, Délégation Territoriale Sud-Est

- M^{me} Marie-Laurence LOBIN DDT de l'Oise, Délégation Territoriale Sud-Est

C) Au titre de représentants des Personnes Publiques associées

- M^{me} Nadège CHAMBON Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise

D) Au titre de représentant d'Etablissement Public de Coopération Intercommunale

- M. Alain BOUCHER CCLVD² (Vice-Président) – SMBCBV³ (Président)

- M^{me} Delphine DESAILLY CCLVD

- M. Sylvain DUBOIS SMBCVB

- M. René KAZMIERCKAK CCLVD

- M. Clément MARECHAL CCLVD - SMBCBV

E) Au titre de représentante du bureau d'études chargé de la déclaration de projet et de la mise en compatibilité du PLU

- M^{me} Malika SERRIERE URBA-SERVICES

II) ETAIENT EXCUSES

- Conseil Départemental de l'Oise,
- Syndicat Mixte du SCOT Beauvaisis-Clermontois (SCOT limitrophe).

III) ETAIENT ABSENTS

- Préfecture du Département de l'Oise,
- Conseil Régional des Hauts-de-France,
- Chambre d'Agriculture de l'Oise,
- Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Oise,
- SNCF.

¹ Direction Départementale des Territoires

² Communauté de Communes du Liancourtois – la Vallée Dorée

³ Syndicat Mixte du Bassin Creillois et des Vallées Bréthoises (en charge du SCOT)

Ouverture de la séance à 14h30.

La réunion avait pour objet l'examen conjoint de l'Etat et des Personnes Publiques associées sur le dossier de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU de Rantigny.

Cette procédure vise à permettre la reconversion de la friche dite « Caterpillar ».

La réunion d'examen conjoint s'est tenue dans le respect des dispositions des articles L.153-54 et R.153-13 du Code de l'Urbanisme.

Les implications du projet sur le contenu des documents d'urbanisme concernés ont été rappelées, et un point sur l'avancement de la procédure a été réalisé.

A ce sujet, il a été précisé que dans le cadre des consultations particulières, la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) et le SMBCVB ont émis des avis favorables. La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) a indiqué dans le relevé de décision du 20 avril 2021 que « dans l'état des informations fournies dans la grille d'analyse renseignée par la DREAL, après en avoir délibéré, la MRAe a jugé qu'il n'était pas nécessaire de formuler un avis pour la mise en compatibilité du PLU de Rantigny (60), soumise à évaluation environnementale ». Ainsi, il ne manque plus qu'à recueillir la dérogation du Préfet au titre des articles L.142-4 et L.142-5 du Code de l'Urbanisme, qui devrait intervenir d'ici mi-juin.

Dans la mesure où tous les partenaires ont été destinataires de l'ensemble des pièces des dossiers (en complément de la convocation), et considérant par conséquent que les dispositions envisagées étaient connues des personnes présentes, il a été décidé de s'attacher principalement aux remarques émises.

➤ **Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise**

↳ La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise alerte la commune sur le projet de déplacement du Lidl qui générera une friche au niveau de l'ancien magasin. Elle souligne que ce type de projet recueille souvent un avis défavorable de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC), et qu'il conviendra donc, lors de la présentation du dossier en CDAC, de bien détailler l'avenir du terrain sur lequel se trouve le magasin actuel.

A ce sujet, Monsieur le Maire de Rantigny rappelle que l'enseigne Lidl sollicite la Mairie depuis 2014, et avait même, dans un premier temps, envisagé de faire une opération de démolition-reconstruction sur le site actuellement occupé par l'enseigne. Toutefois, cette opération n'a pas pu se faire à défaut d'accord avec les propriétaires voisins pour obtenir le foncier suffisant. C'est la raison pour laquelle ils envisagent donc un déplacement.

Dans le prolongement de la reconversion du site « Caterpillar », la volonté communale est d'acquérir le foncier qui sera libéré par Lidl, pour y aménager les services techniques municipaux : aujourd'hui, le matériel communal est disséminé sur plusieurs sites difficilement accessibles (absence d'accès poids lourds pour la livraison de sel de déneigement par exemple), et il n'y a pas d'autre foncier disponible pour implanter cet équipement. Par ailleurs, ce terrain se trouve au niveau d'un carrefour très dangereux (et avec des contraintes techniques liées à la présence d'un poste de gaz et du réseau électrique Haute Tension) qu'il conviendra de sécuriser, ce qui pourrait nécessiter des aménagements empiétant sur une partie du terrain occupé par Lidl.

↳ De manière générale, si la CCI reconnaît l'intérêt de résorber une friche, qui plus est localisée sur un secteur stratégique en cœur de bourg, elle s'inquiète de la disparition de foncier à vocation productive en faveur du commerce, de l'habitat et des équipements.

↳ La CCI estime que les nouveaux commerces pourraient fragiliser le tissu commercial du centre bourg.

Monsieur le Maire répond qu'il existe très peu de commerces alimentaires susceptibles d'être fragilisés par le Lidl. L'unique épicerie se démarque par ses créneaux horaires particuliers (tard le soir). Le tissu commercial de Rantigny est représenté par une dizaine de petits commerces (1 boulangerie, 2 salons de coiffure, 1 auto-école, plusieurs restaurants, etc.) et n'est pas particulièrement marqué par de la vacance de longue durée.

↳ La CCI estime que le projet pourrait être amélioré en ouvrant davantage la possibilité d'accueillir des bureaux ou encore des locaux pour les professions libérales (médicales ou autres), notamment au niveau de l'immeuble prévu avenue Jean Jaurès, que ce soit au rez-de-chaussée ou dans les étages. Avec le développement du télétravail, les espaces de bureau et de coworking sont de plus en plus recherchés.

Monsieur le Maire précise que l'expérience lui a démontré qu'il était difficile de trouver des investisseurs intéressés pour créer des bureaux, alors même qu'il partage le sentiment que ce type de produit sera de plus en plus recherché. Il semble toutefois pertinent d'amender le dossier pour mieux préciser que ces destinations sont autorisées. Ainsi, dans les OAP :

- La légende « Espace privilégié pour l'implantation de commerces et services en rez-de-chaussée » pourrait être remplacé par « Espace privilégié pour l'implantation d'activités en rez-de-chaussée, voire dans les étages ».
- La phrase « le secteur longeant l'avenue Jean Jaurès a été identifié comme étant le mieux à même d'accueillir des activités de proximité (commerces, services, professions libérales médicales ou paramédicales, etc.) » pourrait être remplacé par « le secteur longeant l'avenue Jean Jaurès a été identifié comme étant le mieux à même d'accueillir des activités (commerces, services, bureaux, professions libérales (médicales, paramédicales ou autres), etc.) ».

Par ailleurs, il est signalé que les espaces « principalement dédié à la mobilité » et « principalement dédié aux commerces et activités » ne s'opposent pas à l'accueil de bureaux ou encore de locaux pour les professions libérales. A ce sujet les représentants de la CCLVD estiment que si le projet de pôle multimodal n'est pas encore abouti, il semble toutefois évident que cet équipement ne nécessitera pas la totalité de l'emprise foncière indiquée dans les OAP, et que l'espace restant pourrait accueillir des activités de ce type. En l'absence d'investisseurs intéressés, la CCLVD, au titre de sa compétence « développement économique » pourrait engager une réflexion sur un portage public d'un tel projet.

↳ La CCI estime également que le projet pourrait être amélioré en densifiant davantage (notamment en hauteur), pour y intégrer plus de locaux destinés aux activités.

Monsieur le Maire juge que la hauteur maximale fixée à 15 m est le maximum qui puisse être accepté par la population compte tenu du contexte local (hauteur des constructions voisines). Bien que dans le projet de BDM, seul le bâtiment situé avenue Jean Jaurès atteigne cette hauteur, le règlement du PLU permet d'atteindre 15 m dans toute la zone 1AUm. Quant à une densification du secteur dédié à l'accueil de Lidl, il est rappelé que la commune souhaitait également réserver une large part aux espaces verts, pour améliorer le cadre de vie et le paysage.

➤ **Direction Départementale des Territoires de l'Oise**

↳ Les services de l'Etat reconnaissent l'intérêt de résorber la friche Caterpillar. Ils partagent néanmoins les inquiétudes soulevées par la CCI sur le devenir de l'ancien site Lidl et estiment pertinent d'envisager l'accueil de locaux dédiés au bureau (coworking, etc.) sur le site Caterpillar, compte tenu de sa localisation stratégique.

L'argumentaire détaillé en réponse à la CCI est donc également valable en réponse à la DDT.

➤ **Communauté de Communes du Liancourtois la Vallée Dorée et Syndicat Mixte du Bassin Creillois et des Vallées Bréthoises**

↳ Monsieur BOUCHER estime que le terme de « liaison douce » utilisé pour l'accès qui serait aménagé rue Dunant est trop réducteur. Il juge possible d'y aménager un accès carrossable, si le projet futur le nécessitait, en prenant soin de sécuriser le carrefour qui serait créé. Dans l'hypothèse où la partie nord de l'espace « principalement dédié à la mobilité » serait utilisé pour l'accueil d'activités, il pourrait être plus judicieux de prévoir un accès spécifique pour cet espace, plutôt que de faire obligatoirement transiter les flux via le pôle multimodal ou la friche Caterpillar.

Monsieur le Maire est d'accord pour ne pas s'interdire cette solution, même s'il souligne l'importance du traitement de l'aspect sécuritaire dans une telle configuration. Ainsi, il pourra être davantage précisé dans les OAP que l'accès sur la rue Dunant devra a minima permettre les circulations douces, mais que l'aménagement d'un accès carrossable est aussi possible.

↳ Toujours dans la logique de limiter les flux de véhicules dans le pôle multimodal, Monsieur BOUCHER s'inquiète des voies de desserte internes au futur quartier d'habitat qui débouchent dans l'espace dédié à la mobilité.

Monsieur le Maire précise que ces voies sont prévues en impasse, et que seuls les piétons pourront accéder à l'espace mobilité via des escaliers, limitant ainsi le flux de véhicules, et favorisant les déplacements piétons entre le quartier d'habitat et la gare. Ce point pourra être mieux précisé dans le projet.

↳ Enfin, Monsieur BOUCHER s'inquiète du débouché de la rue principale reliant l'avenue Jean Jaurès au secteur dédié à la mobilité, tant que le pôle multimodal ne sera pas aménagé.

Monsieur le Maire répond qu'il veillera à ce que ce passage ne soit pas emprunté durant cette période.

ooo

La séance est levée à 16h30.

**AVIS DU SYNDICAT MIXTE DU BASSIN CREILLOIS
ET DES VALLEES BRETHOISES**

**SYNDICAT MIXTE DU BASSIN CREILLOIS ET DES VALLEES BRETHOISE
24 RUE DE LA VILLAGEOISE
60100 CREIL**

NOMBRE :

- de Conseillers en exercice : 11
- de Présents : 4
- de Représentés : 0
- de Votants : 4

EXTRAIT

**du Registre des Décisions du Bureau Syndical
du Syndicat mixte du Bassin Creillois et des Vallées Bréthoise**

Séance du 24 mars 2021

RESULTAT :

- POUR : 4
- CONTRE : 0
- ABSTENTION(S) : 0

L'an deux mil vingt et un, le 24 mars à 18h00, heure légale, les Membres du Bureau Syndical du Syndicat Mixte du Bassin Creillois et des Vallées Bréthoise (SMBCVB), convoqués le mardi 16 mars 2021, se sont réunis dans les locaux de la Communauté de Communes du Liancourtois Vallée Dorée au 1 rue de Nogent à Laigneville, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

DATE D’AFFICHAGE :

LE : 02/04/2021

Présents : *Président* : M. BOUCHER, *Vice-Président(e)s*: M. BOSINO, Mme LEHNER **Membres** : Mme BEN HAMOU

RECU EN SOUS-PREFECTURE

LE : 02/04/2021

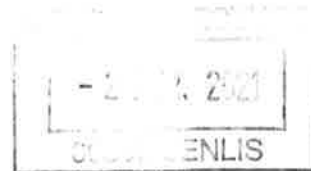
Excusés : M.CARON et MME ALKAYA

CERTIFIE EXECUTOIRE

LE : 02/04/2021

Secrétaire de séance : MME BEN HAMOU

LE PRESIDENT



**AVIS SUR LA DECLARATION DE PROJET PORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE RANTIGNY
(PROJET DE RECONVERSION DE LA FRICHE CATERPILLAR)**

- Vu**, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, l'arrêté préfectoral du 8 juin 2007 portant publication du périmètre du schéma de cohérence territoriale du « Grand Creillois »,
Vu, l'arrêté préfectoral n° 13/2007 portant création du Syndicat Mixte du SCOT du Grand Creillois,
Vu, l'arrêté préfectoral en date du 15 mars 2016 modifiant l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2007 portant création du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Creillois.
Vu, l'arrêté de M. le Préfet de l'Oise en date du 8 décembre 2016 portant création de la Communauté de l'agglomération dénommée « Agglomération Creil Sud Oise » issue de la fusion de la Communauté de l'agglomération Creilloise et de la Communauté de communes Pierre-Sud-Oise,
Vu, la délibération du Conseil Syndical n°14-C021 du 01 octobre 2014 donnant délégation au Bureau Syndical pour exprimer les avis du Syndicat Mixte sur l'élaboration, la révision et la modification des documents d'urbanisme,
Vu, l'avis favorable de la Commission des Sages en date du mercredi 10 mars 2021.

Conformément au code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Rantigny et ses modifications se doivent d'être compatibles avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Creillois approuvé le 27 mars 2013.

Le Syndicat Mixte du Bassin Creillois et des Vallées Bréthoise (SMBCVB) a pris connaissance avec intérêt et attention de l'ensemble des pièces constitutives du dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU transmis par la commune de Rantigny. L'examen des projets communaux, constitue, pour le SMBCVB, un moyen important de s'assurer qu'ils contribuent effectivement à la mise en œuvre des orientations du SCOT.

L'analyse synthétique du projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Rantigny au regard des orientations du SCoT du Grand Creillois est jointe en annexe de la présente décision.

Sur la base de l'analyse technique et des éléments cartographiques fournis aux membres du Bureau Syndical,

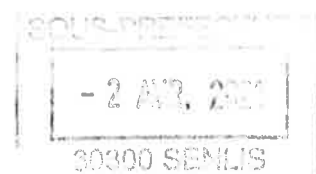
Considérant que le projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Rantigny présente une bonne compatibilité avec le SCoT du Grand Creillois,

Considérant que Monsieur DELION, Membre du Bureau Syndical et Maire de la commune de Rantigny, s'est retiré de la séance lors du présent vote du Bureau Syndical,

Le Bureau décide à l'unanimité :

- **De formuler un AVIS FAVORABLE sur le projet de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Rantigny.**

CERTIFIE CONFORME
LE PRESIDENT



Synthèse de l'analyse de la compatibilité de la déclaration de projet portant mise en compatibilité du PLU de Rantigny avec le SCoT du Grand Creillois

La procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU de Rantigny a été engagée par le Conseil Municipal en date du 03 juillet 2020.

La procédure dite de déclaration de projet porte à la fois sur l'intérêt général du projet de reconversion de la friche « Caterpillar » et sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme, nécessaire à la réalisation de ce projet.

L'enquête publique qui sera lancée suite aux différentes consultations obligatoires portera donc à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du PLU.

1.1. Contexte du projet.

La fermeture en 2016 de l'usine Caterpillar de Rantigny a entraîné la formation d'une friche de 3,98 ha sur un emplacement stratégique entre la gare ferroviaire et le centre-ville de Rantigny.



Figure 3 : Localisation de la friche "Caterpillar" dans le tissu urbain

Dans son PLU en vigueur, la commune a marqué son intention de permettre la reconversion de cette friche pour y accueillir de nouvelles activités, notamment dans l'espoir de compenser la perte d'emplois subie suite à la fermeture de Caterpillar.

Une étude urbaine et économique a ensuite été menée par la Communauté de Communes sur le site « Caterpillar » démontrant les forts enjeux de ce site pour l'intercommunalité, du fait de son positionnement stratégique en cœur urbain et à proximité de la gare de Liancourt/Rantigny.

Cette position stratégique a conduit à orienter la reconversion du site vers une opération urbaine mixant des activités (tertiaire, artisanat, commerces et services), de l'habitat et la création d'un pôle multimodal favorisant l'usage des transports alternatifs à la voiture.

Pour la réalisation du pôle multimodal, le projet intègre ainsi du foncier situé à l'est de la friche (zone rouge dans le schéma ci-après).

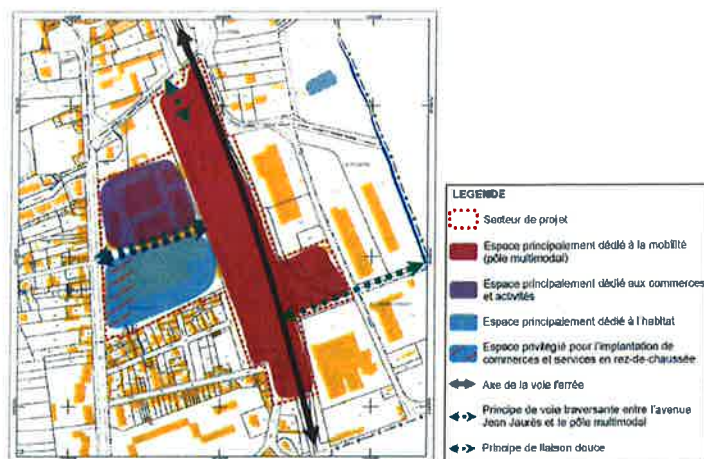


Figure 5 : Schéma global retenu pour la reconversion du site

Cette mixité des fonctions n'était pas prévue au sein du PLU en vigueur, d'où la présente déclaration projet valant mise en compatibilité du PLU.

1.2. Principales caractéristiques du projet :



Figure 6 : Plan de Masse Janvier 2021 (Source : BDM et APMA)

Projet de renouvellement urbain sans consommation d'espaces naturels et agricoles ;

Mixité des fonctions : un commerce alimentaire, 8 cellules d'activités, 36 appartements, 32 maisons individuelles, un pôle multimodal ;

Redynamisation du centre-ville ;

Recours aux transports en commun ;

Renaturation du site avec espaces verts et plantations

Emplois locaux.

1.3. La mise en compatibilité du PLU de Rantigny avec ce projet :

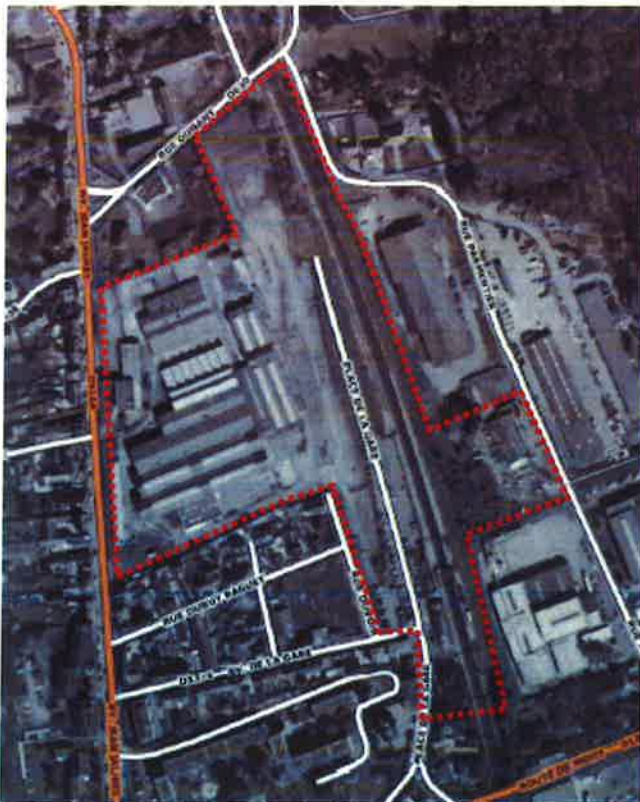


Figure 36 : Secteur de projet

La mise en œuvre de ce projet nécessite l'ouverture à l'urbanisation du terrain concerné, qui est aujourd'hui classé en zone 2AUa au PLU en vigueur. Le PLU se doit ainsi d'être ajuster afin de permettre l'accueil d'habitat sur la zone.

Lors de l'élaboration du PLU, la commune avait entériné une vocation économique de ce secteur, alors qu'il apparaît maintenant que l'accueil d'habitat est judicieux, pour développer le parc de logements à proximité de la gare et équilibrer l'opération d'un point de vue financier.

L'aménagement du futur pôle multimodal est également pris en compte dans le projet, par l'élargissement de la zone à urbaniser à l'est et par l'inscription d'un emplacement réservé à l'est de la voie ferrée.

Ainsi, la mise en compatibilité prévoit l'inscription d'une zone 1AUm, zone dédiée à un renouvellement urbain visant à développer un projet d'urbanisation mixte, et l'inscription de cet emplacement réservé en lien avec le futur pôle multimodal.

1.4. Analyse de la compatibilité du PLU de Rantigny avec le SCoT du Grand Creillois.

La présente déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Rantigny permettra de :

1. Préserver les espaces agricoles et naturels ;
2. Favoriser le renouvellement urbain d'un site délaissé ;
3. Favoriser la densification du tissu urbain à proximité de la gare de Liancourt/Rantigny ;
4. Favoriser la mixité des fonctions au sein du centre-bourg ;
5. Redynamiser le centre-bourg ;
6. Diversifier les typologies de logements dans le centre-bourg ;
7. Favoriser le recours aux modes transports alternatifs à la voiture et ainsi réduire les émissions de gaz à effets de serre ;
8. Anticiper le développement d'un pôle multimodal intercommunal ;
9. Atteindre les besoins en logements déterminés dans le PLU de Rantigny.

Ainsi, le Bureau Syndical donne un avis favorable sur la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Rantigny.

**AVIS DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE
DE LA PRESERVATION DES ESPACES NATURELS,
AGRICOLES ET FORESTIERS**

**Avis de la commission départementale de la préservation
des espaces naturels, agricoles et forestiers**

**Commune de Rantigny
Consultation au titre de l'article L.142-4 et 5 du code de l'urbanisme**

Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article L.142-4 et 5 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime notamment ses articles L.112-1-1 et D.112-1-11 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles R.133-3 à R.133-15 ;

Vu le décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ;

Vu le décret n° 2015-644 du 9 juin 2015 relatif aux commissions départementales et interdépartementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en métropole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 août 2015 relatif à la composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, modifié par arrêtés préfectoraux des 5 avril 2017, 18 juin 2018, 28 août 2019, 21 janvier et 07 août 2020, 26 février 2021 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 nommant Mme Corinne ORZECOWSKI, préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté du premier ministre du 28 novembre 2018 nommant M. Claude SOUILLER, directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 août 2020 donnant délégation de signature à M. Claude SOUILLER, directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

Vu la demande présentée le 17 février 2021 par la commune ;

Vu la consultation électronique des membres qui s'est déroulée du 26 au 31 mars 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- que la commune de Rantigny appartient à la Communauté de communes du Liancourtois,
- que la commune de Rantigny n'est pas couverte par un SCoT,
- que le projet de déclaration emportant mise en compatibilité du PLU de Rantigny concerne le changement de classement de la zone 2AUa classée au PLU approuvé et correspondant à la plateforme de l'ancienne usine CATERPILLAR, en 1AUm pour une contenance de 3,98 ha ;
- que le site du projet concerne une assiette foncière de 6,34 ha dont 3,98 ha occupés par l'entreprise Caterpillar,
- qu'il y a 2,36 ha, occupés pour l'accès et la gestion du domaine ferroviaire, actuellement située en zone UB, auquel viendra s'ajouter 0,60 ha, occupés par une activité (un garage) qui est actuellement fermée suite à un récent incendie,
- que le projet ne génère aucune consommation d'espace agricole ou naturel, car il s'agit de la reconversion d'une friche industrielle.

Au titre de l'article L.142-4 et 5 (urbanisation limitée dans les communes non couvertes par un SCoT) du code de l'urbanisme, la commission émet un avis favorable concernant l'ouverture à l'urbanisation de la zone 1AUm considérant qu'il s'agit de la reconversion d'une friche industrielle vers une opération urbaine mixte couplant activités tertiaires, artisanat, commerces et services ainsi qu'un pôle multimodal afin de permettre à la population de se loger au plus près des commerces, services, transports en commun et emplois.

Beauvais, le 13 avril 2021
Pour la préfète et par délégation,

Le directeur départemental des territoires,


Claude SOULLER

**AUTORISATION DE DEROGATION AU PRINCIPE
D'URBANISATION LIMITEE EN L'ABSENCE
DE SCOT SUR LA COMMUNE**



**PRÉFÈTE
DE L'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
des Territoires**

**Autorisation de dérogation au principe
d'urbanisation limitée en l'absence de SCoT
sur la commune de Rantigny**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment, ses articles L.122-1-1 et D.112-1-11 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment, les articles L.142-4 à L.142-5 et R.142-2 à R.143-3 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment, ses articles R.133-1 à R.133-15 ;

VU le décret n° 2015-644 du 09 juin 2015 relatif à la création de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et forestiers (CDPENAF) ;

VU l'arrêté préfectoral du 06 août 2015 relatif à la composition de Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, modifié par arrêté préfectoral du 21 janvier 2020 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Corinne ORZECOWSKI Préfète de l'Oise ;

VU la demande présentée le 17 février 2021 par la commune de Rantigny ;

VU l'avis favorable au titre des articles L.142-4 et L.142-5 du code de l'urbanisme en date du 13 avril 2021 de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers sur l'examen du changement de classement de la zone à urbaniser « 2AUa » du Plan d'Urbanisme (PLU) de la commune de Rantigny, correspondant à la plateforme de l'ancienne usine « Caterpillar », en zone à urbaniser « 1AUm » ;

CONSIDÉRANT que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Rantigny concerne le changement de classement de la zone « 2AUa » identifiée au PLU approuvé le 05 juillet 2019 et correspondant à la plateforme de l'ancienne usine « Caterpillar », en zone « 1AUm » ;

CONSIDÉRANT que la commune de Rantigny souhaite ouvrir à l'urbanisation une zone « 1AUm », à vocation mixte, couplant activités tertiaires, artisanat, commerces et services, ainsi qu'un pôle multimodal et ce, afin de permettre à la population de se loger au plus près des commerces, services, transports en commun et emplois, située le long de la voie ferrée, à proximité de la gare, sur les parcelles cadastrales n° 108, 112, 129 et 198 ;

CONSIDÉRANT que l'assiette foncière du projet représente une superficie totale de 6,34 hectares, dont 3,98 hectares sont occupés par l'entreprise « Caterpillar » et que 2,36 hectares appartiennent au domaine ferroviaire ;

CONSIDÉRANT que ce classement permettra la reconversion d'une friche industrielle, sans générer aucune consommation d'espace agricole ou naturel ;

CONSIDÉRANT que la commune de Rantigny appartient à la Communauté de Communes du Liancourtois et qu'elle n'est pas couverte par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ;

CONSIDÉRANT que la commune de Rantigny ne peut ouvrir ces secteurs à l'urbanisation sans l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État, selon les articles L.142-4 et L.142-5 du code de l'urbanisme précités.

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de l'Oise ;

Article 1er – La dérogation prévue à l'article L.142-5 du code de l'urbanisme est accordée.

Article 2 – La zone « 1AUm » d'une superficie de 6,34 hectares, située le long de la voie ferrée, à proximité de la gare, sur le territoire communal de Rantigny, sur les parcelles cadastrales n° 108, 112, 129 et 198, peut être ouverte à l'urbanisation.

Article 3 – Conformément à l'article L.112-1-1, alinéa 8 du code rural et de la pêche maritime, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique.

Article 4 – Le secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise, le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise et le Maire de la commune de Rantigny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Oise.

Fait à Beauvais, le

19 MAI 2021

**COURRIER DE LA MISSION REGIONALE
D'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE (MRAE)
INFORMANT DE L'ABSENCE D'AVIS**



MISSION REGIONALE D'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE
HAUTS-DE-FRANCE
DU CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

La Présidente
de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France

à

Monsieur le Maire de la
commune de Rantigny
13, rue Anatole France
60290 Rantigny
(mairie.de.rantigny@wanadoo.fr)

Lille, le 1^{er} juin 2021

Objet : Saisine de l'autorité environnementale sur l'évaluation environnementale de la
mise en compatibilité du PLU de Rantigny (60)
N° d'enregistrement Garance : 2021-5230

Monsieur le Maire,

Vous avez saisi le 19 février 2021 l'autorité environnementale pour avis sur le projet de
document d'urbanisme cité en objet.

Aucun avis de l'autorité environnementale n'ayant été formellement produit dans le
délai réglementaire, le présent courrier vous informe de l'absence d'observation de
l'autorité environnementale sur le projet. Il devra être joint au dossier d'enquête
publique.

Cette information sera publiée sur le site internet de la MRAe Hauts-de-France.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Présidente
de la mission régionale d'autorité environnementale
Hauts-de-France,

Patricia Corrèze-Lénée

Copies : Préfecture du département de l'Oise
DREAL Hauts-de-France

**DELIBERATION TIRANT LE BILAN
DE LA CONCERTATION PREALABLE**



Envoyé en préfecture le 15/06/2021
Reçu en préfecture le 15/06/2021
Affiché le
ID : 060-216005181-20210615-202150-DE

2021/50

VILLE DE RANTIGNY
Département de l'Oise
Arrondissement de Clermont
Canton de Clermont

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal
Objet de la délibération

**DECLARATION DE PROJET « RECONVERSION DE LA FRICHE CATERPILLAR » ET MISE EN
COMPATIBILITE DU PLU
DELIBERATION TIRANT LE BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE**

L'an deux mil vingt et un, le vendredi 11 juin à 19h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué le vendredi 4 juin 2021, s'est réuni à la salle Paul Eiselé (en raison de la crise sanitaire) en séance publique, sous la présidence de Monsieur Dominique DELION, Maire de Rantigny

Etaient présents : Dominique DELION, Maire, Patrick DAVENNE, Bernadette FROGER, Nadine LOZANO, Quentin DELION, Catherine TAMPERE, Adjoints au maire, Marie DUHAMEL, Sandrine DUFOUR, Jean Marc FEVRIER, Laurence BOURGUIGNON, Alexandre DUBAR, Sophie JUPIN, Franck CALENDRIER, Sandra VAUTOUR, Djillali AISSAOUI, Claudine DEALET, Christian PETIT, Ludovic VINET, Conseillers municipaux.

Etaient absents excusés : Alain MALLET (procuration à Catherine TAMPERE), Christophe PECHEUR, Sandra LEROY, Matthieu FREVILLE, Denise ORGET (procuration à Bernadette FROGER).

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.153-54 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.121-15-1 et suivants ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 05 juillet 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 03 juillet 2020 engageant la déclaration de projet et mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour permettre la reconversion de la friche dite « Caterpillar », et fixant les modalités de concertation préalable ;

VU la concertation préalable qui s'est tenue du 13 février au 13 mars 2021 inclus ;

VU l'information du public sur les modalités de la concertation préalable qui a été réalisée au moins 15 jours avant le début de celle-ci, par un avis publié sur le site internet de la commune, affiché sur les panneaux communaux et diffusé dans la presse locale ;

VU les pièces du dossier mises à la disposition du public en mairie et sur le site internet de la commune du 13 février au 13 mars 2021 inclus ;

Envoyé en préfecture le 15/06/2021

Reçu en préfecture le 15/06/2021

Affiché le

ID : 060-216005181-20210615-202150-DE

VU le registre mis à la disposition du public en vue de recueillir les avis, propositions de la population du 13 février au 13 mars 2021 inclus ;

VU la réunion publique qui s'est tenue, en deux sessions successives, le samedi 13 février 2021 ;

VU le bilan de cette concertation présenté par le Maire, et l'analyse des observations émises selon les modalités prévues ;

CONSIDÉRANT qu'aucune observation n'a été émise dans le cadre de la concertation ;

CONSIDÉRANT que les modalités de la concertation, et les moyens mis en œuvre, ont permis une bonne information de la population ;

CONSIDÉRANT la nécessité de tirer le bilan de la concertation ;

le Maire propose :

de tirer le bilan de la concertation, et de ne pas apporter de modification aux orientations du projet de déclaration de projet relatif à la reconversion de la friche Caterpillar et de mise en compatibilité du PLU.

Après en avoir délibéré :

DECIDE à l'unanimité de tirer le bilan de la concertation, et de ne pas apporter de modification aux orientations du projet de déclaration de projet relatif à la reconversion de la friche Caterpillar et de mise en compatibilité du PLU.

DIT que le dossier est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures d'ouverture au public.

DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie.

DIT que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa transmission à Madame la Préfète de l'Oise et de l'accomplissement de la mesure de publicité précitée.

Le rapport est adopté

Nombre de conseillers en exercice :	23
Nombre de conseillers présents :	18
Votes contre	0
Abstention	0
Votes pour	20

Fait les jour, mois et an susdit
Ont signé le registre les membres présents
Pour extrait conforme
Rantigny, le 15 Juin 2021

Le Maire,



Dominique DELION

TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE

Extraits des textes réglementant les enquêtes publiques et les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)

Extraits du Code de l'Urbanisme

Modifié par la loi n°2017-256 du 28 février 2017
et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015

PARTIE LEGISLATIVE

Article L.153-19

Le projet de plan local d'urbanisme arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire.

Article L.153-20

Lorsque l'enquête concerne une zone d'aménagement concerté, elle vaut enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux prévus dans la zone à condition que le dossier soumis à l'enquête comprenne les pièces requises par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article L.153-21

A l'issue de l'enquête, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :

1° L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête aient été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ;

2° Le conseil municipal dans le cas prévu au 2° de l'article L.153-8.

Article L.153-22

Le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public.

Article L.153-31

Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

Article L.153-32

La révision est prescrite par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

Article L.153-33

La révision est effectuée selon les modalités définies par la section 3 du présent chapitre relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme. Toutefois, le débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables prévu par l'article L.153-12 peut avoir lieu lors de la mise en révision du plan local d'urbanisme.

Le projet de plan arrêté est soumis pour avis aux communes intéressées par la révision.

Article L.153-34

Lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint.

Article L.153-35

Entre la mise en révision d'un plan local d'urbanisme et l'approbation de cette révision, il peut être décidé une ou plusieurs révisions effectuées en application de l'article L.153-34, une ou plusieurs modifications ou mises en compatibilité de ce plan.

Les procédures nécessaires à une ou plusieurs révisions effectuées en application de l'article L.153-34 peuvent être menées conjointement.

Article L.153-36

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

Article L.153-37

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

Article L.153-38

Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

Article L.153-39

Lorsque le projet de modification a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié.

Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public.

Article L.153-40

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Article L.153-41

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- 4° Soit d'appliquer l'article L.131-9 du présent code.

Article L.153-42

Lorsque la modification d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Article L.153-43

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

Article L.153-45

Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L.153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L.151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Article L.153-46

Le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une modification simplifiée afin de supprimer le dépassement prévu au 3° de l'article L.151-28 dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.

La modulation des majorations des droits à construire prévue au 3° de l'article L.151-28 ne peut être modifiée ou supprimée avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'adoption de la modification simplifiée du règlement qui l'a instaurée.

Article L.153-47

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant

l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Article L.153-48

L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Article L.153-49

Lorsqu'un plan local d'urbanisme doit être rendu compatible avec un document mentionné aux articles L.131-4 et L.131-5 ou le prendre en compte, ou permettre la réalisation d'un projet d'intérêt général postérieur à son approbation, l'autorité administrative compétente de l'Etat en informe l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune.

Article L.153-50

L'autorité administrative compétente de l'Etat adresse à l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou à la commune un dossier indiquant les motifs pour lesquels il considère que le plan local d'urbanisme ne respecte pas les obligations de mise en compatibilité et de prise en compte mentionnées aux articles L.131-4 et L.131-5 ainsi que les modifications qu'il estime nécessaire pour y parvenir.

Article L.153-51

Dans un délai d'un mois, l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune fait connaître à l'autorité administrative compétente de l'Etat s'il entend opérer la révision ou la modification nécessaire.

A défaut d'accord dans ce délai sur l'engagement de la procédure de révision ou de modification ou, en cas d'accord, à défaut d'une délibération approuvant la révision ou la modification du plan à l'issue d'un délai de six mois à compter de la notification initiale de l'autorité administrative compétente de l'Etat, cette dernière engage et approuve la mise en compatibilité du plan.

Article L.153-52

La mise en compatibilité du plan fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Article L.153-53

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par l'autorité administrative compétente de l'Etat.

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune émet un avis sur le projet de mise en compatibilité. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois.

La proposition de mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral et devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Article L.153-54

Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L.300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

- 1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.

Article L.153-55

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :

- a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;
- b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
- c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L.300-6-1 est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Article L.153-56

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L.300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.

Article L.153-57

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

- 1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L.300-6-1 est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;
- 2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.

Article L.153-58

La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

- 1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;
- 2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
- 3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L.300-6-1 est engagée par l'Etat ;
- 4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

Article L.153-59

L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L.153-25 et L.153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma.

Article L.174-1

Les plans d'occupation des sols qui n'ont pas été mis en forme de plan local d'urbanisme, en application du titre V du présent livre, au plus tard le 31 décembre 2015 sont caducs à compter de cette date, sous réserve des dispositions des articles L.174-2 à L.174-5.

La caducité du plan d'occupation des sols ne remet pas en vigueur le document d'urbanisme antérieur.

A compter du 1^{er} janvier 2016, le règlement national d'urbanisme mentionné aux articles L.111-1 et L.422-6 s'appliquent sur le territoire communal dont le plan d'occupation des sols est caduc.

Article L.174-2

Restent en vigueur, dans la limite des durées fixées par les articles L.174-3 et L.174-4, les plans d'occupation des sols approuvés avant le 15 décembre 2000 lorsque les conditions mises à leur maintien en vigueur provisoire par ces articles sont remplies.

Ils sont soumis aux dispositions de l'article L.174-5.

Article L.174-3

Lorsqu'une procédure de révision du plan d'occupation des sols a été engagée avant le 31 décembre 2015, cette procédure peut être menée à terme en application des articles L.123-1 et suivants, dans leur rédaction issue de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, sous réserve d'être achevée au plus tard le 26 mars 2017 ou, dans les communes d'outre-mer, le 26 septembre 2018. Les dispositions du plan d'occupation des sols restent en vigueur jusqu'à l'approbation du plan local d'urbanisme et au plus tard jusqu'à cette dernière date.

Article L.174-4

Les plans d'occupation des sols maintenus provisoirement en vigueur en application des dispositions du présent chapitre ont les mêmes effets que les plans locaux d'urbanisme.

Ils sont soumis au régime juridique des plans locaux d'urbanisme défini par le titre V du présent livre.

Les dispositions de l'article L.123-1 dans leur rédaction antérieure au 15 décembre 2000 leur demeurent applicables.

Ils peuvent faire l'objet :

1° D'une modification lorsqu'il n'est pas porté atteinte à l'économie générale du plan et hors les cas prévus aux 2° et 3° de l'article L.153-31 ;

2° D'une mise en compatibilité selon les modalités définies par les articles L.153-54 à L.153-59.

Lorsqu'un plan d'occupation des sols a été approuvé avant le classement des carrières dans la nomenclature des installations classées, seules sont opposables à l'ouverture des carrières les dispositions du plan les visant expressément.

Article L.174-5

Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou de document d'urbanisme en tenant lieu a engagé une procédure d'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal avant le 31 décembre 2015, les dates et délais prévus aux premier et dernier alinéas de l'article L. 174-1 ne s'appliquent pas aux plans d'occupation des sols applicables sur son territoire, à condition que ce plan local d'urbanisme intercommunal soit approuvé, au plus tard, le 31 décembre 2019.

Ces dispositions cessent de s'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2020 si le plan local d'urbanisme intercommunal n'a pas été approuvé.

Le premier alinéa du présent article est également applicable sur le territoire des anciennes communautés qui ont engagé une procédure de révision ou d'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal avant le 31 décembre 2015 et dont l'ensemble des communes ont fusionné après

l'engagement de ce plan local d'urbanisme intercommunal. Dans ce cas, ce plan local d'urbanisme, devenu communal, doit être approuvé au plus tard le 31 décembre 2019.

Article L.174-6

L'annulation ou la déclaration d'illégalité d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale intervenant après le 31 décembre 2015 ayant pour effet de remettre en application le document immédiatement antérieur, en application de l'article L. 600-12, peut remettre en vigueur, le cas échéant, le plan d'occupation des sols immédiatement antérieur.

En cas d'annulation contentieuse du plan local d'urbanisme, l'ancien plan d'occupation des sols peut également faire l'objet, pendant le délai de deux ans suivant la décision du juge devenue définitive, d'une révision selon les modalités définies par l'article L. 153-34.

PARTIE REGLEMENTAIRE

Article R.153-8

Le dossier soumis à l'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'article R.123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure.

Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune par le préfet.

Article R.153-9

L'enquête concernant un plan local d'urbanisme vaut enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions ou expropriations prévues à ce plan à l'intérieur d'une zone d'aménagement concerté lorsque le dossier soumis à l'enquête comprend les pièces mentionnées à l'article R.112-4 ou à l'article R.112-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Dans ce cas, l'enquête publique est organisée dans les formes prévues par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Article R.153-10

L'approbation du plan local d'urbanisme dispense de l'enquête préalable aux classements et déclassements de voies et places publiques communales prévus à ce plan, sous réserve que celui-ci précise la catégorie dans laquelle elles doivent entrer et que ces classements et déclassements figurent parmi les opérations soumises à enquête publique en application de l'article L.123-2 du code de l'environnement.

Cette dispense n'est applicable aux voiries nationale et départementale que si l'acte d'approbation est accompagné de l'avis conforme, selon le cas, du préfet ou du président du conseil départemental relatif à ce classement ou déclassement.

Article R.153-11

La révision est effectuée selon les modalités définies par la section 2 du présent chapitre relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme. L'avis des communes intéressées par la révision prévu à l'article L.153-33 est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de trois mois à compter de la transmission du projet de plan.

Article R.153-12

Lorsqu'il décide d'engager une procédure de révision en application de l'article L.153-34, le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire saisit l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal qui délibère sur les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation conformément à l'article L.103-3. La délibération qui arrête le projet de révision du plan local d'urbanisme peut simultanément tirer le bilan de la concertation organisée en application de l'article L.103-6.

L'examen conjoint des personnes publiques associées a lieu, à l'initiative du président de l'établissement public ou du maire, avant l'ouverture de l'enquête publique.

Le projet de révision arrêté, accompagné du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, est soumis à l'enquête publique par le président de l'établissement public ou par le maire.

Article R.153-13

Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'examen conjoint des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme prévue par les articles L.153-49 et L.153-54, cet examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'initiative de l'autorité chargée de la procédure.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique.

Article R.153-14

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Si ceux-ci ne se sont pas prononcés dans un délai de deux mois, ils sont réputés avoir donné un avis favorable.

Le ministre chargé de l'urbanisme contresigne ou cosigne la déclaration d'utilité publique emportant approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme lorsque cette déclaration ne relève pas de la compétence du préfet.

Article R.153-15

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L.126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L.300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire mène la procédure de mise en compatibilité.

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet.

La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

Article R.153-16

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par un établissement public dépendant de l'Etat, une collectivité territoriale, un groupement de collectivités ou un établissement public dépendant d'une collectivité, autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou la commune, et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L.126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsqu'un établissement public dépendant de l'Etat, une collectivité territoriale, un groupement de collectivités ou un établissement public dépendant d'une collectivité, autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou la commune, a décidé, en application de l'article L.300-6, de se

prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

La procédure de mise en compatibilité est menée par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou du groupement de collectivités responsable du projet ou, lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités, par le président de l'organe délibérant de cette collectivité ou de ce groupement, ou lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant de l'Etat, par le président du conseil d'administration ou, lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant de l'Etat, par le président du conseil d'administration.

L'enquête publique est organisée par le préfet.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis par l'autorité chargée de la procédure à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal, qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête pour approuver la mise en compatibilité du plan.

En l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, le préfet approuve la mise en compatibilité du plan et notifie sa décision au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au maire dans les deux mois suivant la réception en préfecture de l'ensemble du dossier.

Le préfet notifie à la personne publique qui réalise l'opération la délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune ou la décision qu'il a prise.

Article R.153-17

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par l'Etat et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L.126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsque l'Etat a décidé, en application de l'article L.300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois.

Le préfet adopte par arrêté préfectoral la déclaration de projet au vu de l'ensemble des pièces du dossier. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

Article R.153-19

L'abrogation d'un plan local d'urbanisme est prononcée par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou par le conseil municipal après enquête publique menée dans les formes prévues par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend un rapport exposant les motifs et les conséquences juridiques de l'abrogation projetée.

Extraits du Code de l'Environnement Modifié par l'Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 et le Décret n°2017-626 du 25 avril 2017

PARTIE LEGISLATIVE

Enquêtes publiques relatives aux projets, plans et programmes ayant une incidence sur l'environnement

Sous-section 1

Champ d'application et objet de l'enquête publique

Article L.123-1

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

Article L.123-2

I. - Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :

1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale en application de l'article L.122-1 à l'exception :

- des projets de création d'une zone d'aménagement concerté ;

- des projets de caractère temporaire ou de faible importance dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ;

- des demandes de permis de construire et de permis d'aménager portant sur des projets de travaux, de construction ou d'aménagement donnant lieu à la réalisation d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale. Les dossiers de demande pour ces permis font l'objet d'une procédure de participation du public par voie électronique selon les modalités prévues à l'article L.123-19 ;

- des projets d'îles artificielles, d'installations, d'ouvrages et d'installations connexes sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive ;

2° Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification faisant l'objet d'une évaluation environnementale en application des articles L.122-4 à L.122-11 du présent code, ou L.104-1 à L.104-3 du code de l'urbanisme, pour lesquels une enquête publique est requise en application des législations en vigueur ;

3° Les projets de création d'un parc national, d'un parc naturel marin, les projets de charte d'un parc national ou d'un parc naturel régional, les projets d'inscription ou de classement de sites et les projets de classement en réserve naturelle et de détermination de leur périmètre de protection mentionnés au livre III du présent code ;

4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.

II. - Lorsqu'un projet, plan ou programme mentionné au I est subordonné à une autorisation administrative, cette autorisation ne peut résulter que d'une décision explicite.

III. - Les travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat sont exclus du champ d'application du présent chapitre.

III bis. - Sont exclus du champ d'application du présent chapitre afin de tenir compte des impératifs de la défense nationale :

1° Les installations réalisées dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale ainsi que, le cas échéant, les plans de prévention des risques technologiques relatifs à ces installations ;

2° Les installations et activités nucléaires intéressant la défense mentionnées à l'article L.1333-15 du code de la défense, sauf lorsqu'il en est disposé autrement par décret en Conseil d'Etat s'agissant des autorisations de rejets d'effluents ;

3° Les aménagements, ouvrages ou travaux protégés par le secret de la défense nationale ;

4° Les aménagements, ouvrages ou travaux intéressant la défense nationale déterminés par décret en Conseil d'Etat, ainsi que l'approbation, la modification ou la révision d'un document d'urbanisme portant exclusivement sur l'un d'eux.

IV. - La décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent chapitre n'est pas illégale du seul fait qu'elle aurait dû l'être dans les conditions définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

V. - L'enquête publique s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence.

Sous-section 2

Procédure et déroulement de l'enquête publique

Article L.123-3

L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'Etat compétente pour déclarer l'utilité publique.

Article L.123-4

Dans chaque département, une commission présidée par le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue établit une liste d'aptitude des commissaires enquêteurs. Cette liste est rendue publique et fait l'objet d'au moins une révision annuelle. Peut être radié de cette liste tout commissaire enquêteur ayant manqué aux obligations définies à l'article L.123-15.

L'enquête est conduite, selon la nature et l'importance des opérations, par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête choisi par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin parmi les personnes figurant sur les listes d'aptitude. Son choix n'est pas limité aux listes des départements faisant partie du ressort du tribunal. Dans le cas où une concertation préalable s'est tenue sous l'égide d'un garant conformément aux articles L.121-16 à L.121-21, le président du tribunal administratif peut désigner ce garant en qualité de commissaire enquêteur si ce dernier est inscrit sur l'une des listes d'aptitude de commissaire enquêteur. En cas d'empêchement d'un commissaire enquêteur, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui ordonne l'interruption de l'enquête, désigne un commissaire enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête. Le public est informé de ces décisions.

Article L.123-5

Ne peuvent être désignées commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête les personnes intéressées au projet à titre personnel ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête.

Les dispositions du premier alinéa peuvent être étendues, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, à des personnes qui ont occupé ces fonctions.

Article L.123-6

I. - Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont

l'une au moins en application de l'article L.123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par la présente section dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. A défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'Etat, dès lors qu'il est compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique.

Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées.

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

II. - En cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée.

Article L.123-7

Lorsqu'un projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre Etat, membre de la Communauté européenne ou partie à la convention du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière signée à Espoo, les renseignements permettant l'information et la participation du public sont transmis aux autorités de cet Etat, à la demande de celles-ci ou à l'initiative des autorités françaises. Les autorités de l'Etat intéressé sont invitées à participer à l'enquête publique prévue à l'article L.123-1 ou à la procédure de participation du public par voie électronique prévue à l'article L.123-19.

Article L.123-8

Lorsqu'un projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements susceptible d'avoir en France des incidences notables sur l'environnement est transmis pour avis aux autorités françaises par un Etat, le public est consulté par une enquête publique réalisée conformément au présent chapitre. L'enquête publique est ouverte et organisée par arrêté du préfet du département concerné. Après la clôture de l'enquête, le préfet transmet son avis aux autorités de l'Etat sur le territoire duquel est situé le projet. Cet avis est accompagné du rapport et de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. La décision prise par l'autorité compétente de l'Etat sur le territoire duquel le projet est situé est mise à disposition du public à la préfecture du ou des départements dans lesquels l'enquête a été organisée.

Article L.123-9

La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale. La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de

l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L.123-10.

Article L.123-10

I.- Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale.

Cet avis précise :

- l'objet de l'enquête ;
- la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer ;
- le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête ;
- la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;
- l'adresse du ou des sites internet sur lequel le dossier d'enquête peut être consulté ;
- le (ou les) lieu(x) ainsi que les horaires où le dossier de l'enquête peut être consulté sur support papier et le registre d'enquête accessible au public ;
- le ou les points et les horaires d'accès où le dossier de l'enquête publique peut être consulté sur un poste informatique ;
- la ou les adresses auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant le délai de l'enquête. S'il existe un registre dématérialisé, cet avis précise l'adresse du site internet à laquelle il est accessible.

L'avis indique en outre l'existence d'un rapport sur les incidences environnementales, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et l'adresse du site internet ainsi que du ou des lieux où ces documents peuvent être consultés s'ils diffèrent de l'adresse et des lieux où le dossier peut être consulté. Il fait état, lorsqu'ils ont été émis, de l'existence de l'avis de l'autorité environnementale mentionné au V de l'article L.122-1 et à l'article L.122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, et des avis des collectivités territoriales et de leurs groupements mentionnés au V de l'article L.122-1 du présent code, ainsi que du lieu ou des lieux où ils peuvent être consultés et de l'adresse des sites internet où ils peuvent être consultés si elle diffère de celle mentionnée ci-dessus.

II.- La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique.

Article L.123-11

Nonobstant les dispositions du titre Ier du livre III du code des relations entre le public et l'administration, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

Article L.123-12

Le dossier d'enquête publique est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

Si le projet, plan ou programme a fait l'objet d'une procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L.121-8 à L.121-15, ou d'une concertation préalable organisée dans les conditions définies aux articles L.121-16 et L.121-16-1, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision, le dossier comporte le bilan de cette procédure ainsi que la synthèse des observations et propositions formulées par le public. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.

Article L.123-13

I. - Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de

disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision. Il ou elle permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Les observations et propositions sont accessibles sur un site internet désigné par voie réglementaire. .

II. - Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique à la demande de ce dernier. Il peut en outre :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ;
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ;
- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.

A la demande du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et lorsque les spécificités de l'enquête l'exigent, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut désigner un expert chargé d'assister le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête. Le coût de cette expertise complémentaire est à la charge du responsable du projet.

Article L.123-14

I. - Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L.123-2 estime nécessaire d'apporter à celui-ci, à l'étude d'impact ou au rapport sur les incidences environnementales afférent, des modifications substantielles, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. Cette possibilité de suspension ne peut être utilisée qu'une seule fois.

Pendant ce délai, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale prévue, selon les cas, aux articles L.122-1 et L.122-7 du présent code et à l'article L.104-6 du code de l'urbanisme ainsi que, le cas échéant, aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du V de l'article L.122-1. A l'issue de ce délai et après que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions définies à l'article L.123-10 du présent code, l'enquête est prolongée d'une durée d'au moins trente jours.

II. - Au vu des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L.123-2 peut, si elle estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander à l'autorité organisatrice d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement. Dans le cas des projets d'infrastructures linéaires, l'enquête complémentaire peut n'être organisée que sur les territoires concernés par la modification.

Dans le cas d'enquête complémentaire, le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête est reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

Avant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale conformément, selon les cas, aux articles L.122-1 et L.122-7 du présent code et à l'article L.104-6 du code de l'urbanisme et aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés en application du IV de l'article L.122-1.

Article L.123-15

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'enquête publique et sur le lieu où ils peuvent être consultés sur support papier.

Si, à l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête restée infructueuse, demander au président du tribunal administratif ou au conseiller qu'il délègue de dessaisir le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête et de lui substituer un nouveau commissaire enquêteur ou une nouvelle commission d'enquête ; celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination.

Le nouveau commissaire enquêteur ou la nouvelle commission d'enquête peut faire usage des prérogatives prévues par l'article L.123-13.

L'autorité compétente pour prendre la décision peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête sont informés de la tenue d'une telle réunion.

Article L.123-16

Le juge administratif des référés, saisi d'une demande de suspension d'une décision prise après des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, fait droit à cette demande si elle comporte un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de celle-ci.

Il fait également droit à toute demande de suspension d'une décision prise sans que l'enquête publique requise par le présent chapitre ait eu lieu.

L'alinéa précédent s'applique dans les mêmes conditions en cas d'absence de participation du public par voie électronique pour les documents mentionnés à l'article L.123-19.

Tout projet d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale ayant donné lieu à des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête doit faire l'objet d'une délibération motivée réitérant la demande d'autorisation ou de déclaration d'utilité publique de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement de coopération concerné.

Article L.123-17

Lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de la décision, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins qu'une prorogation de cinq ans au plus ne soit décidée avant l'expiration de ce délai dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L.123-18

Le responsable du projet, plan ou programme prend en charge les frais de l'enquête, notamment l'indemnisation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

Sur demande motivée du ou des commissaires enquêteurs, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué à cet effet peut demander au responsable du projet de verser

une provision. Le président ou le conseiller en fixe le montant et le délai de versement.

PARTIE REGLEMENTAIRE

Section 1

Champ d'application de l'enquête publique

Article R.123-1

I.- Pour l'application du 1° du I de l'article L.123-2, font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements soumis de façon systématique à la réalisation d'une étude d'impact en application des II et III de l'article R. 122-2 et ceux qui, à l'issue de l'examen au cas par cas prévu au même article, sont soumis à la réalisation d'une telle étude.

II.- Ne sont toutefois pas soumis à l'obligation d'une enquête publique, conformément au troisième alinéa du 1° du I de l'article L.123-2 :

1° Les créations de zones de mouillages et d'équipements légers, sauf si cette implantation entraîne un changement substantiel d'utilisation du domaine public maritime conformément au décret n°91-1110 du 22 octobre 1991 relatif aux autorisations d'occupation temporaire concernant les zones de mouillages et d'équipements légers sur le domaine public maritime ;

2° Les demandes d'autorisation temporaire mentionnées à l'article R.214-23 ;

3° Les demandes d'autorisation d'exploitation temporaire d'une installation classée pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article R.512-37 ;

4° Les demandes d'autorisation de création de courte durée d'une installation nucléaire de base mentionnées à l'article 22 du décret n°2007-1557 du 2 novembre 2007 relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives ;

5° Les défrichements mentionnés aux articles L.311-1 et L.312-1 du code forestier et les premiers boisements soumis à autorisation en application de l'article L.126-1 du code rural, lorsqu'ils portent sur une superficie inférieure à 10 hectares.

III.- En application du III bis de l'article L.123-2, ne sont pas soumis à enquête publique, afin de tenir compte des impératifs de la défense nationale :

1° Les installations classées pour la protection de l'environnement constituant un élément de l'infrastructure militaire et réalisées dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale, mentionnées à l'article R.517-4 ;

2° Les projets de plans de prévention des risques technologiques mentionnés au III de l'article R.515-50 ;

3° Les opérations, travaux ou activités concernant des installations ou enceintes relevant du ministre de la défense et entrant dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale, mentionnés au III de l'article R.181-55 ;

4° Les opérations mentionnées à l'article R.123-44.

IV.- Sauf disposition contraire, les travaux d'entretien, de maintenance et de grosses réparations, quels que soient les ouvrages ou aménagements auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à la réalisation d'une enquête publique.

Section 2

Procédure et déroulement de l'enquête publique

Article R.123-2

Les projets, plans, programmes ou décisions mentionnés à l'article L.123-2 font l'objet d'une enquête régie par les dispositions du présent chapitre préalablement à l'intervention de la décision en vue de laquelle l'enquête est requise, ou, en l'absence de dispositions prévoyant une telle décision, avant le commencement de la réalisation des projets concernés.

Sous-section 1

Ouverture et organisation de l'enquête

Article R.123-3

I. – Lorsque la décision en vue de laquelle l'enquête est requise relève d'une autorité nationale de l'Etat, sauf disposition particulière, l'ouverture et l'organisation de l'enquête sont assurées par le préfet territorialement compétent.

II. – Lorsque la décision en vue de laquelle l'enquête est requise relève d'un établissement public de l'Etat comportant des échelons territoriaux dont le préfet de région ou de département est le délégué territorial en vertu de l'article 59-1 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004, l'organe exécutif de l'établissement peut déléguer la compétence relative à l'ouverture et à l'organisation de l'enquête à ce préfet.

III. – Lorsque le projet porte sur le territoire de plusieurs communes, départements ou régions, l'enquête peut être ouverte et organisée par une décision conjointe des autorités compétentes pour ouvrir et organiser l'enquête. Dans ce cas, cette décision désigne l'autorité chargée de coordonner l'organisation de l'enquête et d'en centraliser les résultats.

Sous-section 2

Personnes susceptibles d'exercer les fonctions de commissaire enquêteur

Article R.123-4

Ne peuvent être désignés comme commissaire enquêteur ou membre d'une commission d'enquête les personnes intéressées au projet, plan ou programme soit à titre personnel, soit en raison des fonctions qu'elles exercent ou ont exercées depuis moins de cinq ans, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle du projet, plan ou programme soumis à enquête, ou au sein d'associations ou organismes directement concernés par cette opération.

Avant sa désignation, chaque commissaire enquêteur ou membre d'une commission d'enquête indique au président du tribunal administratif les activités exercées au titre de ses fonctions précédentes ou en cours qui pourraient être jugées incompatibles avec les fonctions de commissaire enquêteur en application de l'article L.123-5, et signe une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'a pas d'intérêt personnel au projet, plan ou programme.

Le manquement à cette règle constitue un motif de radiation de la liste d'aptitude de commissaire enquêteur.

Sous-section 3

Désignation du commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête

Article R.123-5

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête saisi, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête le président du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité et lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte le résumé non technique ou la note de présentation mentionnés respectivement aux 1° et 2° de l'article R.123-8 ainsi qu'une copie de ces pièces sous format numérique.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui à cette fin désigne dans un délai de quinze jours un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président.

Dès la désignation du ou des commissaires enquêteurs, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête adresse à chacun d'entre eux une copie du dossier complet soumis à enquête publique en format papier et en copie numérique. Il en sera de même en cas de désignation d'un commissaire enquêteur remplaçant par le président du tribunal administratif.

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur désigné, l'enquête est interrompue. Après qu'un commissaire enquêteur remplaçant a été désigné par le président du tribunal

administratif ou le conseiller délégué par lui et que la date de reprise de l'enquête a été fixée, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publie un arrêté de reprise d'enquête dans les mêmes conditions que l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Sous-section 5

Enquête publique unique

Article R.123-7

Lorsqu'en application de l'article L.123-6 une enquête publique unique est réalisée, l'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage responsable des différents éléments du projet, plan ou programme soumis à enquête et le dossier soumis à enquête publique est établi sous la responsabilité de chacun d'entre eux.

L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique.

L'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête à chacune des autorités compétentes pour prendre les décisions en vue desquelles l'enquête unique a été organisée, au président du tribunal administratif et au maître d'ouvrage de chaque projet, plan ou programme.

Sous-section 6

Composition du dossier d'enquête

Article R.123-8

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique, le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L.122-1 ou à l'article L.122-4, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L.122-1 et à l'article L.122-7 du présent code ou à l'article L.104-6 du code de l'urbanisme ;

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un d'examen au cas par cas par l'autorité environnementale ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L.181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L.121-8 à L.121-15, de la concertation préalable définie à l'article L.121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L.121-13. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance.

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les

informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L.124-4 et au II de l'article L.124-5.

Sous-section 7

Organisation de l'enquête

Article R.123-9

I. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté les informations mentionnées à l'article L.123-10, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête. Cet arrêté précise notamment :

1° Concernant l'objet de l'enquête, les caractéristiques principales du projet, plan ou programme ainsi que l'identité de la ou des personnes responsables du projet, plan ou programme ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;

2° En cas de pluralité de lieux d'enquête, le siège de l'enquête, où toute correspondance postale relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête ;

3° L'adresse du site internet comportant un registre dématérialisé sécurisé auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête. En l'absence de registre dématérialisé, l'arrêté indique l'adresse électronique à laquelle le public peut transmettre ses observations et propositions ;

4° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;

5° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;

6° La durée, le ou les lieux, ainsi que le ou les sites internet où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;

7° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;

8° L'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable des différents éléments du ou des projets, plans ou programmes soumis à enquête.

II. - Un dossier d'enquête publique est disponible en support papier au minimum au siège de l'enquête publique.

Ce dossier est également disponible depuis le site internet mentionné au II de l'article R.123-11.

Sous-section 8

Jours et heures de l'enquête

Article R.123-10

Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter gratuitement l'exemplaire du dossier et présenter ses observations et propositions sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsqu'un registre dématérialisé est mis en place, il est accessible sur internet durant toute la durée de l'enquête.

Sous-section 9

Publicité de l'enquête

Article R.123-11

I. - Un avis portant les indications mentionnées à l'article R.123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets d'importance nationale et les plans et programmes de niveau national, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

II. - L'avis mentionné au I est publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. Si l'autorité compétente ne dispose pas d'un site internet, cet avis est publié, à sa demande, sur le site internet des services de l'Etat dans le département. Dans ce cas, l'autorité compétente transmet l'avis par voie électronique au préfet au moins un mois avant le début de la participation, qui le met en ligne au moins quinze jours avant le début de la participation.

III. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête désigne le ou les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé.

Pour les projets, sont au minimum désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet ainsi que celles dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet. Pour les plans et programmes de niveau départemental ou régional, sont au minimum désignées les préfectures et sous-préfectures.

Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Lorsque certaines de ces communes sont situées dans un autre département, l'autorité chargée de l'ouverture de l'enquête prend l'accord du préfet de ce département pour cette désignation. Ce dernier fait assurer la publication de l'avis dans ces communes selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.

IV. - En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Sous-section 10

Information des communes

Article R.123-12

Un exemplaire du dossier soumis à enquête est adressé sous format numérique pour information, dès l'ouverture de l'enquête, au maire de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet est situé et dont la mairie n'a pas été désignée comme lieu d'enquête.

Cette formalité est réputée satisfaite lorsque les conseils municipaux concernés ont été consultés en application des réglementations particulières, ou lorsque est communiquée à la commune l'adresse du site internet où l'intégralité du dossier soumis à enquête peut être téléchargé. Un exemplaire du dossier est adressé sous format numérique à chaque commune qui en fait la demande expresse.

Sous-section 11

Observations et propositions du public

Article R.123-13

I. - Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à sa disposition dans chaque lieu d'enquête ou sur le registre dématérialisé si celui-ci est mis en place.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et

heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R.123-9 à R.123-11.

Les observations et propositions du public peuvent également être adressées par voie postale ou par courrier électronique au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

II. - Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites mentionnées au deuxième alinéa du I, sont consultables au siège de l'enquête. Pour les enquêtes publiques dont l'avis d'ouverture est publié à compter du 1er mars 2018, ces observations et propositions sont consultables sur le site internet mentionné au II de l'article R.123-11.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé ou, s'il n'est pas mis en place, sur le site internet mentionné au II de l'article R.123-11 dans les meilleurs délais.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Sous-section 12

Communication de documents à la demande du commissaire enquêteur

Article R.123-14

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L.123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet, plan ou programme sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête et sur le site internet dédié.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête

Sous-section 13

Visite des lieux par le commissaire enquêteur

Article R.123-15

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, plan ou programme, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus, ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête en fait mention dans le rapport d'enquête.

Sous-section 14

Audition de personnes par le commissaire enquêteur

Article R.123-16

Dans les conditions prévues à l'article L.123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet, plan ou programme soumis à enquête publique. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête dans son rapport.

Sous-section 15

Réunion d'information et d'échange avec le public

Article R.123-17

Sans préjudice des cas prévus par des législations particulières, lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet, plan ou programme ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une

réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet, plan ou programme en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête définit, en concertation avec l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête et le responsable du projet, plan ou programme, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prolongée dans les conditions prévues à l'article L.123-9 pour permettre l'organisation de la réunion publique.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet, plan ou programme, ainsi qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet, plan ou programme sont annexés par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête au rapport d'enquête.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut, aux fins d'établissement de ce compte rendu, procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête avec son rapport d'enquête à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête.

Les frais d'organisation de la réunion publique sont à la charge du responsable du projet, plan ou programme.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme refuserait de participer à une telle réunion ou de prendre en charge les frais liés à son organisation, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait mention dans son rapport.

Sous-section 16

Clôture de l'enquête

Article R.123-18

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Lorsque l'enquête publique est prolongée en application de l'article L.123-9, l'accomplissement des formalités prévues aux deux alinéas précédents est reporté à la clôture de l'enquête ainsi prolongée.

Sous-section 17

Rapport et conclusions

Article R.123-19

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public,

une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables ou sous réserves au projet.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Si, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté à l'autorité compétente pour organiser l'enquête, conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L.123-15, une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L.123-15.

Article R.123-20

A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, l'autorité compétente pour organiser l'enquête, lorsqu'elle constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.

Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. Il en informe simultanément l'autorité compétente. En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure. Il en informe l'autorité compétente.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est tenu de remettre ses conclusions complétées à l'autorité compétente pour organiser l'enquête et au président du tribunal administratif dans un délai de quinze jours.

Article R.123-21

L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur le site internet où a été publié l'avis mentionné au I de l'article R.123-11 et le tient à la disposition du public pendant un an.

Sous-section 18

Suspension de l'enquête

Article R.123-22

L'enquête publique poursuivie à la suite d'une suspension autorisée par arrêté, dans les conditions prévues au I de l'article L.123-14, ou à la suite d'une interruption ordonnée par le président du tribunal administratif constatant l'empêchement d'un commissaire enquêteur dans les conditions prévues à

l'article L.123-4, est menée, si possible, par le même commissaire enquêteur ou la même commission d'enquête. Elle fait l'objet d'un nouvel arrêté fixant son organisation, de nouvelles mesures de publicité, et, pour les projets, d'une nouvelle information des communes conformément à l'article R.123-12.

Le dossier d'enquête initial est complété dans ses différents éléments, et comprend notamment :

1° Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, plan, programme, à l'étude d'impact ou au rapport sur les incidences environnementales ;

2° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact ou le rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné aux articles L.122-1 et L.122-7 du présent code ou à l'article L.104-6 du code de l'urbanisme portant sur cette étude d'impact ou cette évaluation environnementale actualisée et les avis des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L.122-1.

Sous-section 19

Enquête complémentaire

Article R.123-23

Lorsqu'une enquête complémentaire est organisée conformément au II de l'article L.123-14, elle porte sur les avantages et inconvénients des modifications pour le projet et pour l'environnement. L'enquête complémentaire, d'une durée de quinze jours, est ouverte dans les conditions fixées aux articles R.123-9 à R.123-12.

Le dossier d'enquête initial est complété dans ses différents éléments, et comprend notamment :

1° Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, plan ou programme, à l'étude d'impact, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L.181-1 ou au rapport sur les incidences environnementales ;

2° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L.181-1 ou le rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, ainsi que, le cas échéant, l'avis de l'autorité environnementale mentionné aux articles L.122-1 et L.122-7 du présent code ou à l'article L.104-6 du code de l'urbanisme portant sur cette évaluation environnementale actualisée et les avis des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L.122-1.

L'enquête complémentaire est clôturée dans les conditions prévues à l'article R.123-18.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date de clôture de l'enquête complémentaire, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête joint au rapport principal communiqué au public à l'issue de la première enquête un rapport complémentaire et des conclusions motivées au titre de l'enquête complémentaire. Copies des rapports sont mises conjointement à la disposition du public dans les conditions définies à l'article R.123-21.

Sous-section 20

Prorogation de la durée de validité d'une enquête publique

Article R.123-24

Sauf disposition particulière, lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de l'adoption de la décision soumise à enquête, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins que, avant l'expiration de ce délai, une prorogation de la durée de validité de l'enquête ne soit décidée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête a été organisée. Cette prorogation a une durée de cinq ans au plus. La validité de l'enquête ne peut être prorogée si le projet a fait l'objet de modifications substantielles ou lorsque des modifications de droit ou de fait de nature à imposer une nouvelle consultation du public sont intervenues depuis la décision arrêtant le projet.

Sous-section 21

Indemnisation du commissaire enquêteur

Article R.123-25

Les commissaires enquêteurs et les membres des commissions d'enquête ont droit à une indemnité, à la charge de la personne responsable du projet, plan ou programme, qui comprend des vacations et le remboursement des frais qu'ils engagent pour l'accomplissement de leur mission.

Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement, du budget et de l'intérieur fixe les modalités de calcul de l'indemnité.

Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin qui a désigné le commissaire enquêteur ou les membres de la commission d'enquête, détermine le nombre de vacations allouées au commissaire enquêteur sur la base du nombre d'heures que le commissaire enquêteur déclare avoir consacrées à l'enquête depuis sa nomination jusqu'au rendu du rapport et des conclusions motivées, en tenant compte des difficultés de l'enquête ainsi que de la nature et de la qualité du travail fourni par celui-ci.

Il arrête, sur justificatifs, le montant des frais qui seront remboursés au commissaire enquêteur.

Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin fixe par ordonnance le montant de l'indemnité. Cette ordonnance est exécutoire dès son prononcé, et peut être recouvrée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.

Dans le cas d'une commission d'enquête, il appartient au président de la commission de présenter, sous son couvert, le nombre d'heures consacrées à l'enquête et le montant des frais de chacun des membres de la commission, compte tenu du travail effectivement réalisé par chacun d'entre eux.

Le commissaire enquêteur dessaisi de l'enquête publique est uniquement remboursé des frais qu'il a engagés.

Cette ordonnance est notifiée au commissaire enquêteur, au responsable du projet, plan ou programme, et au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs prévu à l'article R.123-26.

La personne responsable du projet, plan ou programme verse sans délai au fonds d'indemnisation les sommes dues, déduction faite du montant de la provision versée dans les conditions définies à l'article R.123-27. Le fonds verse les sommes perçues au commissaire enquêteur.

Dans un délai de quinze jours suivant la notification, le commissaire enquêteur et la personne responsable du projet, plan ou programme peuvent contester cette ordonnance en formant un recours administratif auprès du président du tribunal administratif concerné. Il constitue un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux, à peine

d'irrecevabilité de ce dernier. Le silence gardé sur ce recours administratif pendant plus de quinze jours vaut décision de rejet. La décision issue de ce recours administratif peut être contestée, dans un délai de quinze jours à compter de sa notification, devant la juridiction à laquelle appartient son auteur. La requête est transmise sans délai par le président de la juridiction à un tribunal administratif conformément à un tableau d'attribution arrêté par le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat. Le président de la juridiction à laquelle appartient l'auteur de l'ordonnance est appelé à présenter des observations écrites sur les mérites du recours.

Article R.123-26

Il est créé un fonds, dénommé fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, chargé de verser à ceux-ci, dans les conditions prévues par le présent chapitre, les indemnités mentionnées à l'article L.123-18 du présent code et à l'article R.111-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

La personne responsable du projet, plan ou programme verse au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs les sommes et provisions destinées à couvrir les indemnités qui sont à sa charge en application de ces articles.

La Caisse des dépôts et consignations assure la gestion comptable et financière du fonds dans les conditions définies par une convention conclue avec l'Etat, représenté par le ministre chargé de l'environnement, et soumise à l'approbation du ministre chargé des finances. Cette convention précise, notamment, les modalités d'approvisionnement, de gestion et de contrôle du fonds.

Article R.123-27

La personne responsable du projet, plan ou programme peut s'acquitter des obligations résultant de l'article L.123-18 en versant annuellement au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs un acompte à valoir sur les sommes dues et en attestant, à l'ouverture de chaque enquête effectuée à sa demande, que cet acompte garantit le paiement de celles-ci.

Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin peut, soit au début de l'enquête, soit au cours de celle-ci ou après le dépôt du rapport d'enquête, accorder au commissaire enquêteur, sur sa demande, une allocation provisionnelle. Cette décision ne peut faire l'objet d'aucun recours. L'allocation est versée par le fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs dans la limite des sommes perçues de la personne responsable du projet, plan ou programme.